



Affaires Etrangères
Service National de la Coopération
Internationale

Rapport Narratif final

Programme d'Etudes et d'Expertises

République Démocratique du Congo



Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	FICHE D'INTERVENTION	5
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
2.1	PERTINENCE	7
2.2	EFFICACITE.....	7
2.3	EFFICIENCE.....	8
2.4	DURABILITE POTENTIELLE.....	9
2.5	CONCLUSIONS	9
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	13
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	16
4	RESULTATS REALISES	17
4.1	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	17
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	21
	OUTPUT 1 : « LES REQUETES DE QUALITE A FINANCER SONT DISPONIBLES »	21
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	22
	OUTPUT 2 : « LE PROGRAMME EST VULGARISE AUPRES DES SECTEURS ELIGIBLES »	22
	<i>État d'avancement des principales activités</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	23
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE.....	23
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS.....	24
5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	24
6	THEMES PRIORITAIRES	25
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	26
6.2	GENRE.....	27
6.3	DIGITALISATION	27

6.4	EMPLOIS DECENTS.....	27
7	DURABILITE	28
8	LEÇONS APPRISSES.....	29
8.1	LES SUCCES	29
8.2	LES DEFIS	29
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	30
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	31
9	RECOMMANDATIONS.....	32
10	ANNEXES.....	33
10.1	CRITERES DE QUALITE	33
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	37
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL)	37
10.4	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	38
10.5	MATRICE DE MONITORING COMPLETE.....	40
	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION.....	41
10.6	PERSONNEL DE L'INTERVENTION	42
10.7	MARCHES PUBLICS	43
10.8	SUBSIDES	51
10.9	ACCORDS SPECIFIQUES DE COOPERATION	57
10.10	ÉQUIPEMENTS.....	58
10.11	BUDGET.....	66

0 Acronymes

AGIP	Appui à la Gestion des Investissements Publics
AN-CDI	Agence Nationale pour la Coordination des Centres de Développement Intégré
ANICNS	Agence Nationale d'Ingénierie Clinique de l'Information et du Numérique de la Santé
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
CDN	Contribution Déterminée à l'échelle Nationale
CDS	Chaire Dynamique Sociale
CERDI-BAS	Cercle de Réflexion et d'Appui pour le Développement Durable des Initiatives de Base
CRREBaC	Centre de Recherche en Ressources en Eau du Bassin du Congo
CTB	Coopération Technique Belge
CTR	Comité Technique de Suivi et évaluation des Réformes
CS	Convention Spécifique
CSUB	Convention de subsides
COMPAR	Comité des Partenaires
DIVAS	Division des Affaires Sociales
DTF	Dossier Technique et Financier
EDUT	Education Tshopo
EDUKAT	Education Katanga
Enabel	Agence belge de développement
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
FEE	Fonds d'Eudes et d'Expertises
FMI	Fonds Monétaire International
GIBE	Groupe Inter-Bailleur de l'Environnement
I&D	Institutions et Développement
ISC	Institut Supérieur de Commerce
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives
M&E	Monitoring et évaluation
MEDD	Ministère de l'Environnement et Développement Durable
MK-WBC	MK World Business Corporation
MINCODEV	Ministère de la Coopération au Développement

MINIPLAN	Ministère du Plan
MSP	Ministère de la Santé Publique
PAG	Programme d'Action du Gouvernement
PEE	Programmes d'Etudes et d'Expertises
PGAI	Plate-forme de Gestion de l'Aide et d'Investissements Publics
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PNSD	Programme National stratégique pour le Développement
PNUD	Programme des Nations-Unies pour le Développement
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités organisationnelles par l'Octroi des Bourses
PV	Procès-verbal
RDC	République Démocratique du Congo
RESREP	Représentant Résident Enabel
SG	Secrétaire Général
SMART	Spécifique Mesurable Atteignable et Réaliste dans le Temps
TdR	Termes de Références
ToC	Theory of Change – Théorie de Changement
UGT	Unité de Gestion des Tourbières
UAGP	Unité d'Appui à la Gestion du Programme
UNIKIN	Université de Kinshasa

1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Etudes et d'Expertises
Code de l'intervention	RDC1015311
Localisation	Kinshasa
Budget total	<p>Contribution belge :</p> <p>Selon le DTF original : 6.234.196 EUR (dont 2.234.296 reliquats + 4.000.000 nouveau)</p> <p>Suite à la décision du COMPAR (03/2020) : +4 millions</p> <p>Soit 10. 234.196 EUR</p>
Institution partenaire	Ministère de la Coopération Internationale, Intégration régionale et Francophonie - Secrétariat général à la Coopération internationale

Date de début de la Convention spécifique	19/07/2012
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	31/12/2022
Date prévue de fin de l'intervention	18/06/2023
Date de fin de la Convention spécifique	18/06/2023
Groupes cibles	Institutions publiques congolaises
Impact¹	Contribuer à la mise en œuvre des PICs 2010-2013 & 2014-2015 en cours d'exécution et à la préparation des futurs PICs.
Outcome	Renforcer les capacités des institutions publiques congolaises impliquées en priorité dans les secteurs et les zones de concentration géographique d'intervention des PICs en cours.
Outputs	La mise en œuvre des stratégies et programmes, décrits dans les Programmes de Coopération belgo-congolaise et plus généralement dans le Plan National Stratégique de Développement¹ (PNSD) de la République Démocratique du Congo, est facilitée.
	La mise en œuvre, en priorité dans les secteurs de concentration et des approches transversales actualisées dans les documents de politique prioritaire des deux Etats est facilitée.
	La réalisation des Programmes de Coopération en exécution et la préparation des Programmes suivants sont facilitées.
	La mise en œuvre des programmes de renforcement de la gouvernance, en particulier de renforcement des systèmes nationaux de gestion financière, de gestion des marchés publics, de gestion des ressources humaines, de planification et de suivi-évaluation est facilitée.
Budget total de l'intervention	10. 234.196 EUR

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport final intervention PEE

2 Auto-évaluation de la performance

2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La stratégie du Programme d'Etudes et d'Expertises telle que recentrée en 2021 par son Comité des Partenaires s'aligne encore davantage sur les politiques nationales et la stratégie belge de coopération au développement en lien avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide. Et demeure fort pertinent par rapport aux besoins des institutions publiques congolaises, premières bénéficiaires du Programme.

L'intervention a été jugée très pertinente par les bénéficiaires du fait de son apport dans le développement du capital humain et le renforcement de certaines capacités des institutions publiques congolaises. Le cas de l'Institut de recherche en sciences de la santé est emblématique à cet égard. En effet, depuis 1989, l'appui offert par le PEE a constitué le seul appui significatif dans le secteur de la recherche scientifique liées aux plantes médicinales. Aujourd'hui, les résultats atteints ont contribué à repositionner cette institution de recherche tant au niveau national qu'international (Belgique). Il en est de même de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) dont la crédibilité a été renforcée auprès de ses partenaires à travers les études produites et les audits financés par le PEE. L'appui à l'Université de Kinshasa à travers les Facultés d'agronomie et des sciences a permis de concrétiser et de réaliser le besoin maintes fois ressenti de contact des étudiants et des chercheurs avec le milieu rural dans le cadre de leurs recherches scientifiques.

L'enthousiasme débordant des partenaires vis-à-vis des résultats du PEE est un fait indéniable qui a positivement marqué les esprits.

2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

L'intervention a réussi relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des situations (facteurs externes) dans l'optique de réaliser l'outcome attendu.

La plupart des activités ont été réalisés dans les délais. Certaines ont été retardées, mais cela n'a pas eu d'incidence sur la fourniture des outputs. Malgré tout, une certaine marge d'amélioration était possible à réaliser en termes de qualité de certains outputs (études et expertises) et de délais de réalisation.

Les résultats atteints ainsi que leur contribution à l'atteinte de l'objectif spécifique du programme attestent que le PEE a été relativement efficace durant la période de sa mise en œuvre, en dépit d'un contexte souvent marqué par des difficultés opérationnelles diverses.

Le Programme d'Etudes et d'Expertises a pu renforcer les capacités des institutions publiques en :

- les accompagnant dans la réalisation dans leurs études, analyses, conception de base de données... Il s'agissait d'apporter l'expertise et les moyens nécessaires afin que les institutions produisent elles-mêmes leurs propres études et recherches. Leurs capacités techniques ont été clairement développées à travers l'appui du PEE.
- leur fournissant des études, analyses, audits ou révision des lois réalisés par des prestataires de services et qui sont importants dans le cadre de la poursuite de la mission de leurs institutions
- les équipant par exemple de matériel de laboratoire, en matériel de digitalisation notamment de tablettes numériques permettant d'améliorer la collecte des données. Cette tendance à collecter les données avec des outils digitaux s'est développée auprès de nombreux partenaires : notamment de la Faculté des sciences agronomiques de l'université de Kinshasa, la Chaire Dynamique Sociale de l'Université de Kinshasa, la Direction des infrastructures du Ministère du Plan, Division des Affaires sociales du Sud Ubangi, même de l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé qui a vu ses laboratoires être viabilisées

2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

L'efficience s'est observée dans la gestion opérationnelle et financière du PEE.

Les ressources internes du PEE mises à disposition pour l'exécution du programme ont été adaptées en rapport avec le volume d'engagements pris tout au long du projet. Ceci a été indispensable pour garantir un suivi efficace du projet.

Le coût des prestations (études à réaliser ou expertises à fournir) sur le marché local en RDC est relativement élevé, qui plus est, pour des niveaux de qualité des prestations forts variables. L'expertise internationale, coûteuse également, a aussi été mobilisée dans le cadre du PEE lorsque celle-ci était difficilement identifiable en RDC. Le PEE a respecté toutes les procédures contractuelles et a fourni des efforts importants pour maîtriser les coûts, détecter les cas de fraudes et de corruption.

La contribution de la partie congolaise a été effective dans la mesure où le PEE, outre le facteur contingent de la délocalisation de ses bureaux durant 2 ans, la mise à disposition des locaux abritant l'équipe du PEE a été largement assurée par le Secrétariat Général à la Coopération Internationale. De même que l'exonération sur le matériel importé, sur les taxes imposables sur les importations d'équipement du Programme.

2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité	C

Les requêtes financées par le PEE ont généré une accumulation de connaissances et de pratiques au sein des institutions publiques bénéficiaires qui devraient partiellement survivre au programme PEE.. Certaines requêtes ouvrent la voie à d'autres perspectives à prendre en compte dans le cadre du Prochain Portefeuille Enabel.

- Etudes sur la digitalisation des formations sanitaires (Hôpital Saint Joseph, Hôpital de Référence de la Police Nationale) ;
- Etude sur les déterminants sociaux de la Malnutrition, sur les pertes post-récolte dans l'exploitation de l'huile de palme, sur la domestication des zingiberaceae, ...
- Le financement des expertises sur la révision du Code du Numérique en RDC, sur l'appui de la rationalisation sur la Gestion des Investissements en RDC, sur le rapport de cadrage et de conciliation de l'ITIE, sur les études en lien avec la couverture de santé Universelle, sur l'appui à la stratégie de l'enseignement technique et professionnel en RDC.


Le PEE s'est assuré de fournir aux structures institutionnelles partenaires tout l'accompagnement et l'appui demandé en mettant en place quelques actions pour contribuer un tant soit peu à leur durabilité. Mais une question essentielle demeure ; celle de savoir dans quelle mesure les études réalisées ou les expertises apportées transforment réellement la dynamique des institutions bénéficiaires ou plus simplement, quel est le niveau d'utilisation réel des outputs produits (études, expertises) par les organisations et communautés concernées.

2.5 Conclusions

- De 2011 à fin 2022, 78 études ou mobilisations d'expertises sur 404 requêtes réceptionnées ont été réalisées à Kinshasa et dans les provinces de la RDC, dans les secteurs et thématiques tels que définis dans le Programme Indicatif de Coopération ;
- Les capacités d'une cinquantaine d'organisations publiques bénéficiaires ont été renforcées en matière de planification, rapportage et de gestion financière afin d'optimiser l'exécution et les résultats de leurs actions (gestion des conventions de subsides) ;
- L'accent porté sur les demandes d'expertises via des contrats de service établis par Enabel Bruxelles ou des marchés publics a contribué à remonter la qualité de l'appui du PEE au sein des institutions publiques bénéficiaires.
- Les années 2019 à 2022 ont été marquées par un engagement du Comité de pilotage (comité des partenaires restreint) à renforcer l'action du PEE autour des axes prioritaires de la Coopération belgo congolaise en lien avec le Programme d'Action du Gouvernement et dans une large mesure en lien avec le Programme National Stratégique pour le Développement de la RDC
- Plusieurs Experts-consultants disposant d'expertises pointues ont été mis à disposition (sur du court et moyen termes) des institutions bénéficiaires dans le cadre de leurs requêtes.
- Des nouveaux critères d'éligibilité et de sélection adoptés par le comité de pilotage ont servi de référence pour l'adoption de demandes de financement davantage de qualité, en cohérence avec le Programme du Gouvernement et ayant une portée nationale. Elles ont notamment permis de mettre à disposition des Institutions demanderesse des experts à temps plein pour une durée de plus d'une année :

- Expertise technique fournie, de 2012 à 2014, au cabinet du Ministre des transports et Voies de Communication pour appuyer les politiques et stratégies de transport multimodal (ferroviaire, aérien, maritime et fluvial) pour la RDC et configurer une politique de partenariats publics-privés ;
 - Appui à la création du Master en écologie des maladies infectieuses, aléas naturels et gestion de risques (Master ECoM-ALGER) en partenariat avec l’Institut National de Recherche Biomédicale (INRB) et l’Université de Kinshasa, en 2016 ;
 - Plusieurs études relatives à la Santé débouchent sur la modernisation et l’amélioration des services de santé ou sur l’informatisation des services de santé, via notamment l’élaboration du Plan de développement du système d’information du Ministère de la Santé. Pour le Ministère de la Santé à travers sa Direction d’Etudes et Planification, la mise à disposition d’un expert en Couverture de santé Universelle. Cette initiative s’est réalisée sous l’impulsion des autorités en vue d’assurer une couverture de santé accessible à tous.
 - Pour le Ministère des Finances, à travers le Comité d’Orientation de la Réforme des Finances publiques (COREF), la mise à disposition d’un Consultant international sur les questions de fiscalité. Il s’agit de l’Expert fiscal Résident en RD Congo.
 - Pour le Ministère de la formation professionnelle et particulièrement le Secrétariat Permanent d’Appui et de Coordination du secteur de l’Éducation (SPACE), une expertise pour l’élaboration de la stratégie de la formation professionnelle en RDC.
- Pour le Secrétariat Général à l’Environnement et Développement Durable : une expertise nationale pour faciliter le plan de partenariat sur la mise en œuvre de la contribution déterminée au niveau national (CDN) en RD Congo pour une durée de 21 mois. En termes de capitalisation du Programme PEE, le Secrétariat Général à la Coopération Internationale a développé une site internet et une plateforme en ligne en vue de faciliter l’accès à toutes les informations relatives aux appuis des partenaires techniques et financiers en RDC. Cet outil est également conçu pour recevoir toutes les études réalisées dans le cadre du PEE et les rendre disponibles au public intéressé.

En conclusion, le PEE était un instrument pertinent, flexible, particulièrement apprécié des partenaires congolais et qui a répondu partiellement aux défis et besoins concrets des administrations publiques au niveau central et provincial. Cependant, le PEE répond aux besoins des partenaires de façon ponctuelle par des appuis en expertise ou en réalisation d’études et n’a donc pas été conçu pour assurer une réelle durabilité de ses actions.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
	

3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le PEE s'inscrit dans la suite du fonds d'études et d'expertises (FEE), qui a existé de 2003 à 2010 avec différentes modalités de gestion tout au long de sa mise en œuvre. Le fonds était initialement logé à l'Ambassade de Belgique et géré son attaché à la coopération. Dans un deuxième temps, il a été déplacé vers le Ministère du Plan et le principe de décision conjointe au travers du COMPAR a été adopté. Les accords d'exécutions/contrats étaient exécutés par la Coopération technique belge (CTB) en mode « Régie ».

Le « Programme d'Etudes et d'Expertises » (PEE) s'inscrit dans le cadre des accords bilatéraux entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo, précisément le Programme Indicatif de Coopération (PIC 2010-2013). La Convention Spécifique du PEE, signée à la date du 19 juillet 2012 pour une durée initiale de 72 mois, d'un budget initial de 4 millions d'euros, augmenté du solde du Fonds d'études et d'expertises clôturé sur un montant de 2.234.196 €, soit 6.234.196 euros. Ceci couvre les fonds alloués sur la première période de mise en œuvre du PEE.

Le PEE a fait l'objet d'une revue finale en juin 2018, laquelle a fourni les recommandations précises suivantes :

Recommandations aux partenaires d'ici au 18 juillet 2018 :

- Maintenir le PEE/FEE en tant qu'outil flexible dans le cadre de la coopération bilatérale en RDC : prolongation rapide par la signature d'une nouvelle Convention Spécifique d'une durée de 3 ans ;
- Redéfinir les modalités d'intervention, en partant de l'analyse des plus-values à rechercher (*voir Annexe 7 qui fournit un premier aperçu théorique des plus-values potentielles à considérer pour un tel instrument d'intervention complémentaire de la coopération bilatérale*) ;
- Définir les axes et approches de ciblage stratégique en vue de générer suffisamment de synergies et de stimuler l'émergence d'une masse critique indispensable à l'efficacité, l'impact et la durabilité ;

Il s'en est suivi une première prolongation (+36 mois) sans ajout budgétaire. Puis, plus tard, à la faveur de la relance actée entre les Etats partenaires en décembre 2019 établissant un Programme de transition couvrant tous les secteurs, il a également été décidé de maintenir opérationnel le PEE en tant qu'outil jugé flexible et pertinent. D'où, une échéance de la Convention Spécifique reculée au 18 juin 2023 et un supplément budgétaire de 4 Millions d'Euros.

La période du démarrage du PEE2 en 2020 a été marquée par quelques événements majeurs sur le plan Politique en République Démocratique du Congo. Au nombre d'événements essentiels qui ont émaillé l'environnement national nous épinglons :

- La période post-électorale caractérisée par une reconfiguration de l'espace politique et l'émergence d'une volonté de stabilisation de la vie nationale : la stabilité apparente des institutions à travers la définition d'une nouvelle majorité politique à l'Assemblée nationale par la création de l'Union sacrée de la Nation autour du Chef de l'Etat.

Cette stabilité s'est fortement cristallisée par des faits majeurs dont la mise place d'un Gouvernement SAMA LUKONDE². Ce fait a conduit à la production et publication du Programme d'Actions du Gouvernement (PAG). Ce dernier a été la cible et l'objet des changements stratégiques intervenus au sein du PEE. Ces changements ont conduit à la révision du critérium de sélection des

² SAMA LUKONDE : Premier Ministre de la RDC depuis avril 2021, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge.
Rapport final intervention PEE

demandes de financement. Il a été défini des nouveaux critères d'éligibilité et de sélection des demandes de financement au Programme d'Etudes et d'Expertises.

- Le contexte sanitaire mondial marqué par la pandémie de la COVID- 19 a fortement marqué l'humanité entière et la RDC en particulier a eu une incidence sur la conjoncture du climat des affaires nationales, des échanges interprovinciaux, de la vie socio-économique des populations et sur l'activité du Programme.
- Le changement d'acteurs des institutions provinciales dont les domaines d'intervention sont impliqués dans le partenariat belgo congolais.
- Les changements survenus au niveau national ont eu un retentissement dans les provinces au sein des Assemblées et Gouvernements provinciaux. La recomposition de l'équipe au sein du Gouvernement du Kwilu par exemple a occasionné le départ de certains acteurs clés impliqués dans le partenariat avec le PEE. Ce changement induit un ralentissement des activités et quelque fois un repositionnement du personnel.
- La reprise de la guerre à l'Est du Pays marquée par les vellétés expansionnistes du mouvement rebelles M23 dans les régions du nord Kivu, couplé à tous les foyers d'insécurité en lien avec les provinces de l'Ituri, du nord et Sud Kivu et du Haut Katanga. Cette situation a contribué à freiner la mise en œuvre de certaines requêtes qui ont eu comme zone d'exploration certaines contrées de ces provinces (Durba, Isiro, Goma, Bukavu, Kalemie, Kindu).
D'autres par la crise observée en 2022 sur la rareté du Kérosène et du carburant sur l'étendue du pays a causé d'énormes défis opérationnels liés au déplacement des équipes de mission pour des études sur les sites en provinces d'accès aérien.
Enfin, la dévaluation de l'euro face aux dollars a contribué à réduire et adapter certaines activités prévues au sein de certaines conventions de subsides d'une part et la dépréciation du Franc congolais sur le marché a exigé le réajustement des prix par nos fournisseurs avec une incidence sur la qualité et l'étendue des activités à mener.



Première réunion du Comité des partenaires depuis la relance du PEE en 2020 avec l'entrée en fonction du nouveau Ministre Conseiller Chargé de la Coopération de l'Ambassade de Belgique

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat³

○ Contrats de service

Des contrats de service ont été signés avec :

1°) un consultant(CRREBaC) en faveur de l'Unité de Gestion des Tourbières (du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable) pour accompagner le processus de mise en oeuvre de l'étude en lien avec l'étude N° 074 portant sur *l'Identification des menaces à l'intégrité des tourbières de la République Démocratique du Congo* d'une part et d'autre part en lien avec la requête N°125 portant sur *la collecte des données multisectorielles complémentaires utiles à l'élaboration de la stratégie nationale des tourbières*.

2°) Un consultant international (I&D) en faveur du Ministère de la Formation professionnelle et Métiers, pour réaliser une *étude diagnostique orientée action* relative aux besoins et à l'analyse prospective de l'Economie kinoise. Ceci est une contribution au démarrage du Programme Kin-Emploi suivant la requête N°48 portant sur l'Etude diagnostique orientée-action relative aux besoins et à l'analyse prospective de l'économie kinoise

3°) Une expertise nationale en faveur du Ministère de l'Environnement et Développement Durable pour l'accompagnement de la RDC dans la mise en œuvre de la Contribution Déterminée à l'échelle nationale (CDN) en lien avec la requête N°097 de la Direction du Développement Durable pour sa Division du Changement Climatique.

4°) Un Bureau d'Audit (DELOITTE) pour l'audit financier du Comité national de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives -RDC suivant la demande N°094 pour les exercices 2016, 2017, 2018 et 2019.

5°) La firme KPMG avec son Expertise de Paris a été recrutée pour le compte du Ministère du Numérique. La requête N°148 portant sur la mobilisation d'une Expertise en vue de la relecture du projet de code du numérique s'achève avec la promulgation et publication au journal officielle de la Loi portant sur le Code du Numérique en RDC.

6°) L'Expertise pour le financement de l'élaboration du double rapport de Cadrage et de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives en République Démocratique du Congo, "ITIE-RDC3" Exercices 2019 et 2020 sur le secteur minier artisanal, filière 3T 5Etain, Tantale, Tungstène) a été confiée à la firme MAZARS suivant les requêtes N° 142 et 143 de l'ITIE

7°) La firme MK-WBC basée à Youndé est recrutée pour appuyer l'Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des centres de développement Intégré « AN-CDI » dans la réalisation d'une étude pilote d'étude de faisabilité pour l'implantation des centres de développement intégré dans deux provinces ciblées (Kinshasa et le Sud-Kivu) en RDC en lien avec la requête N°125.

8°) Également en lien avec la requête N°125, la firme CERDI BAS en appui à l'ANCDI dans le développement des documents et outils de gestion relative au renforcement des capacités administratives. L'agence a été dotée d'un plan stratégique, d'un plan d'action, d'un cadre organique et référentiel des emplois, d'un Manuel des procédures administratives, financières et logistiques.

9°) La firme NUMIBIT suivant la demande de financement N°126 du Secrétariat Général au Plan renforce la Direction de Programmation et de Budgétisation du Ministère dans le développement d'une solution informatique pour la gestion des Investissements publics en RDC.

³ Les listes de contrats de service, de conventions de subsides et protocoles d'accord ne sont pas exhaustives.
Rapport final intervention PEE

10°) En lien avec l'Appui à la Gestion des Investissements Publics (AGIP) en RDC – requête 126- et dans une perspective de développement les outils de gestion des investissements, la firme ACA Expertise a été recrutée pour renforcer les capacités techniques et organisationnelles dans le cadre de l'appui à la même Direction.

○ Conventions de subsides

Plusieurs conventions de subsides ont été signées:

1°) Institut Supérieur du Commerce de Bandundu ville.

L'étude porte sur "*Analyse socioéconomique des stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans la filière agricole en milieu rural*".

Cette étude voudrait contribuer au développement à la Promotion de l'entrepreneuriat agricole (féminin notamment).

2°) Département de l'Environnement de la Faculté des Sciences de l'Université de Kinshasa.

L'étude porte sur "*Valorisation des zingibéracées. Cas de Aframomum div. Espèce (tondolo) et renealmia africana (Mondongo)-Phase 1*". Cette étude voudrait contribuer à la préservation, la restauration et l'exploitation durable des forêts.

3°) Ministère de Genre , Famille et Enfant de la Province du Kwilu:

L'étude porte sur "*Evaluation de la prévalence des violences basées sur le genre dans les territoires de Bagata, Masimanimba et dans les agglomérations de Bandundu*".

4°) Division des Affaires Sociales de la Province de Sud-Ubangi:

L'étude porte sur la "*Mise en place d'une Baseline sur les violences sexuelles et les conséquences affectives sur les jeunes filles et les femmes dans les sites de Bwamanda, Lipoko, Budjala et Zongo*"

5°) Direction Générale des Recettes de la Province du Kwilu:

L'étude porte sur "*Etudes stratégiques sur l'optimisation de l'action administrative de la Direction Générale de Recettes du Kwilu*". Elle voudrait contribuer à la mobilisation des recettes publiques au niveau provincial.

6°) Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement de l'Université de Kinshasa

Avec 3 (trois) études:

- La première étude porte sur " Evaluation des pertes post-récoltes et proposition d'un plan de vulgarisation des bonnes pratiques post-récolte pour la réduction des pertes alimentaires chez les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier dans les provinces de la Tshopo, Lomami et Kasai-Oriental ";
- La deuxième étude porte sur "Etude des causes de pertes de qualité de l'offre en huile de palme chez les petits exploitants dans les provinces de la Tshopo, du Kasai Oriental et de la Mongala en vue de proposer un programme d'amélioration de la rentabilité de l'activité"
- La troisième étude porte sur" Etude d'impact environnemental et social des activités rizicoles dans la Province de la Tshopo (Banalia et Isangi)"

7°) Institut de Recherche en Sciences de la Santé:

L'étude porte sur « *Etude sur l'analyse laboratoire chimique et biologique des plantes médicinales provenant de l'ancienne Province de l'Equateur et du Kasai-Oriental* ».

○ Protocoles d'accord

A la suite d'une évaluation des capacités des bénéficiaires et en lien avec la politique de mitigation de risque financier, plusieurs protocoles d'accord ont été signés pour la mise en oeuvre directe (en régie) par Enabel avec certaines institutions du niveau national dont les capacités de gestion ont été jugées faibles (et donc à risques):

1°) Avec l'Unité de Gestion des Tourbières du Secrétariat Général de l'Environnement et développement durable , le protocole d'accord est signé pour l'appui à l'étude N°074 portant sur l' "*Identification des menaces à l'intégrité des tourbières de la République Démocratique du Congo*".

2°) Avec la Plate-Forme de Gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI) du Ministère du Plan, le protocole d'accord est signé pour l'appui à l'étude N°082 portant " *Renforcement de la gestion des Finances publiques pour promouvoir l'utilisation des systèmes nationaux en RDC - Phase 2: impression et vulgarisation des conclusions de l'étude sur la promotion de l'utilisation des systèmes nationaux en RDC.* "

3°) Avec la faculté de Médecine à double titre:

- Un protocole d'accord a été signé avec l'Université de Kinshasa pour une étude portant sur essai clinique "hémodrep versus hydroxyurée" en lien avec le Vice-décanat en charge de la Recherche et les cliniques Universtaires de Kinshasa;

- Un protocole d'accord a également été signé avec l'Université de Kinshasa pour un échange d'expertise entre la Faculté de Médecine des Cliniques Universitaires et la Faculté de Médecine de l'Université de Liège.

4°) Avec l'Agence Nationale d'Imagerie Clinique et du Numérique de la Santé (ANICNS)

Dans le souci d'une expérimentation pilote, un engagement a été convenu pour la digitalisation de l'Hôpital Général de Référence Saint-Joseph suivant la requête N°068 portant sur Etude d'implémentation d'un système de gestion de l'information hospitalière conformément au Programme national du Développement de l'Informatique de santé (Hôpital pilote : HGR Saint Joseph de Kinshasa).

5°) Avec l' Institut facultaire des sciences agronomiques de Yangambi (IFA Yangambi), une requête portant sur l' *Etude de faisabilité préalable en vue de la formulation d'un Programme de réhabilitation de la formation agronomique en RDC pour promouvoir une relance agricole résiliente compatible avec les objectifs de lutte contre les changements climatiques Contribution de la coopération belgo-congolaise à la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI-RDC signée lors de la COP 26.* Cette étude a abouti à un document portant sur le financement d'un programme thématique « réhabilitation de la formation agronomique en RD Congo ».

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le comité de pilotage dans sa réunion du 10 Avril 2021 avait reformulé les règles de validation des demandes de financement en adoptant des nouveaux critères d'éligibilité. Ces critères ont été efficacement portés par une volonté du Comité de Pilotage de voir plus de demandes d'expertises appuyées par le PEE (plutôt que des études) introduites par ces mêmes institutions éligibles.

Les demandes de financement reçues et validées par le comité de Pilotage regorgent des résultats objectivement vérifiables. Ceux-ci contribuent à l'atteinte des résultats du PEE dans la mesure où la demande est formulée et mise en œuvre en tenant compte des règles et procédures édictées dans la réglementation du Programme.

En sa réunion du 08 février 2022, un nombre important de requêtes ont été validées avec une tendance à des marchés publics devant recruter des consultants pouvant accompagner la mise en œuvre de la requête soit par un transfert de compétences par le « faire - avec » et soit par pour la réalisation des services attendus en lien avec la demande du partenaire.

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

- La mise en place des nouveaux critères d'éligibilité et de sélection adoptés par le comité de pilotage a servi de référence pour l'adoption des demandes de financement. Ce nouveau cadre a contribué significativement à préciser le champ d'action en termes de thématiques/secteurs et de couverture géographique (priorité aux études/expertises ayant une portée nationale) ;
- L'exigence édictée par le Comité de Pilotage de s'arrimer au Programme du Gouvernement de la République Démocratique du Congo en suscitant des demandes de financement pour études et expertises en lien avec les objectifs du Programme d'action du Gouvernement (PAG).
- Un effet positif sur la quantité et la qualité des demandes de financements a été observé, en accroissant par exemple le nombre de demandes d'expertises souhaité.
- Le renforcement de l'UAGP dans ses rôles consistant en (i) la vulgarisation du programme auprès de bénéficiaires potentiels, (ii) leur formation et coaching dans la formulation de leurs requêtes de financement, (iii) l'évaluation des requêtes et leur attribution de financement sans réserves ou avec réserves , ou leur renvoi pour complément d'instruction ou leur rejet, (iv) l'élaboration des protocoles d'accord ainsi que des marchés, contrats de travail et conventions de subsides, (v) le monitoring, le contrôle qualité et le suivi et évaluation des actions financées.
- Les nombreux procès-verbaux de réunion du COMPAR restreint (près d'une vingtaine sur la période 2013-2021) attestent du caractère professionnel du dispositif du projet, de la régulière montée en charge des sollicitations de la part des bénéficiaires, de l'amélioration concomitante du dispositif d'évaluation et sélection des éligibles, et enfin des résultats positifs obtenus en termes d'acceptation des projets.

4 Résultats réalisés⁴

4.1 Performance de l'outcome

L'outcome est essentiellement marqué par le renforcement des capacités des institutions partenaires et l'amélioration des connaissances des acteurs impliqués dans la réalisation des études financées.

Sur l'ensemble des requêtes réceptionnées et approuvées, un échantillon est présenté ci-dessous témoignant de la performance de l'outcome.

D'une part, sur la première période du PEE :

- **Inventaire et Analyse des ressources génétiques des plantes alimentaires spontanées et cultivées du Kwilu**

Cette étude a été mise en œuvre dans le Bandundu. Un Accord d'Exécution a été conclu avec l'Université de Kikwit, Faculté des Sciences Agronomiques. L'étude visait à identifier et inventorier les espèces végétales et variétés alimentaires cultivées et spontanées et leurs modes de conservation en vue de mener des réflexions pouvant déboucher à des propositions stratégiques de leur gestion durable. Cette initiative était en lien avec l'un des secteurs prioritaires du PIC, à savoir l'agriculture, et se situait dans l'une de ses zones de concentration géographique.

- **Observatoire de l'Économie informelle en RDC**

Cette étude a été menée à Kinshasa. Un Accord d'Exécution a été signé avec l'Université de Kinshasa, Département de Sociologie, Faculté des Sciences sociales et administratives. L'objectif global de l'initiative est d'établir un corpus de connaissances, compétences et capacités sur l'économie informelle en RDC. L'idée est de faciliter l'accès à l'information sur l'économie informelle ainsi que les échanges entre chercheurs, acteurs sociaux, pouvoirs publics et autres intervenants pour orienter l'évolution des politiques en la matière : inclusion progressive de l'informel vers le formel, valorisation des innovations en provenance de l'informel, atténuation des effets nocifs de l'informalité (abus fiscaux, conditions de travail, etc.) L'étude financée vise dans un premier temps à effectuer, discuter et diffuser une recherche sur l'économie informelle à Kinshasa.

L'étude a fait l'objet de publication et plusieurs publications académiques dans des revues scientifiques internationales ont suivi, ce qui constitue un résultat important. Par contre, la dissémination des résultats de l'étude en RDC est pour l'instant relativement limitée.

Le site web serait toujours actif, les données de l'étude dans le cadre d'une plateforme d'acteurs pertinents de la société civile créée récemment. Des liens existent avec les institutions pertinentes (INSS, Ministère du Travail) mais pourraient être renforcés.

En réalité, le lancement de l'observatoire à proprement parler devait avoir lieu après la poursuite de la réalisation de l'étude dans d'autres provinces, ce qui à ce jour n'a pu être fait à défaut de financements. L'équipe de recherche a d'ailleurs soumis une nouvelle requête au PEE pour réaliser les étapes suivantes. Pour cette phase ultérieure dans les provinces, des liens possibles avec les programmes de formation technique et professionnelle d'ENABEL avaient été identifiés. Les résultats de l'étude pourraient servir à orienter les programmes de formation pour que ceux-ci soient plus proches des besoins de la population.

Une étude de ce type pourrait avoir un bon potentiel d'impact, à condition d'être imbriquée davantage dans une véritable chaîne de résultats. A ce jour, selon les bénéficiaires, le véritable apport de l'appui du PEE est d'avoir permis de développer le partenariat avec la KUL.

⁴ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.
Rapport final intervention PEE

- **Appui au démarrage du Master en Écologie des maladies infectieuses, Aléas Naturels et gestion de risques (Master ECoM-ALGER)**

Cette initiative a fait l'objet d'une Convention de Subside signée avec l'INRB. Elle se déroule à Kinshasa mais toucherait des personnes en provenance de tout le pays. En plus de l'apport financier du PEE et l'État congolais aurait en parallèle contribué au projet via le don du bâtiment.

L'objectif était de lancer un Master en Écologie des maladies infectieuses, et plus précisément l'appui du PEE a servir à mettre en place les structures et l'équipement nécessaires au Master, en assurer le fonctionnement, et développer des partenariats avec d'autres universités et institutions internationales pour en assurer le rayonnement.

La collaboration s'est bien passée et l'appui de l'UAGP a été apprécié, notamment pour le montage du dossier. Grâce aux exigences du PEE, ils auraient appris à être plus rigoureux dans le rapportage.

Le master a été mis en place et se poursuit depuis lors, son financement étant à présent alimenté par les frais d'inscriptions des étudiants, en provenance de différentes régions du pays.

Ce Master est ouvert en priorité aux médecins et personnes qui travaillent sur le terrain dans la lutte contre les maladies infectieuses et doivent faire face aux épidémies (Directeurs d'hôpitaux, chefs de zones de santé, ...) son apport n'est donc pas uniquement théorique mais vise à contribuer à une meilleure prise en charge des personnes affectées. Le master contribue également en tant qu'outil de collecte de données pour améliorer la lutte contre les maladies infectieuses sur le plan national.

Cette initiative a en outre permis à l'UNIKIN de développer des partenariats et collaborations avec d'autres Universités (France, Haïti, Anvers, Reine Astrid, Lausanne) pour mieux travailler dans ce domaine.

Cette initiative semble donc réunir les conditions de succès en termes de durabilité. Par ailleurs, son potentiel d'application directe en matière de développement dans le domaine de la santé semble significatif.

- **Appui au Ministère des Transports et Voies de Communication**

Cet appui a été initié sous le FEE, et poursuivi par le PEE. Il s'agit d'une expertise internationale mise en œuvre depuis Kinshasa, mais de portée nationale. Deux Contrats CTB ont été signés avec un expert international pour conseiller le Ministre des Transports, pour une durée totale de 4 ans.

Des termes de référence avaient été élaborés, qui précisait un certain nombre de domaines pour lesquels l'expertise devait être mise à contribution. Le Ministre avait donné une évaluation positive des prestations de l'expert, et demandé le renouvellement de son contrat. Cette expertise aurait contribué à l'atteinte d'un certain nombre d'avancées, notamment sur la réforme de l'Aviation Civile ou la mise en place de partenariats public-privé, dont un qui aurait favorisé le renouvellement des véhicules privés utilisés pour le transport en commun dans la capitale.

- **Élaboration du Plan de Développement du système informatique du Ministère de la Santé**

Cette initiative émanant du Ministère de la santé à Kinshasa était envisagée avec un potentiel de portée nationale. Il s'agissait de faire appel à des expertises internationale (VUB) et congolaise pour l'élaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique. Cette étude a fait l'objet d'un Marché Public.

L'étude s'est déroulée comme prévu et le travail des experts a été unanimement salué. Cette initiative est considérée comme un modèle de réussite, car toutes les parties prenantes ont parfaitement collaboré et qu'aucun obstacle n'a été rencontré. Le MSP dispose à présent d'un plan de développement informatique, qui planifie les différentes étapes pour la création d'une gestion globale de tous les sous-systèmes d'information sanitaire basée sur des bases de données communes, ce qui doit permettre d'améliorer la communication informatisée et partant la prise de décision, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation dans le système de santé. L'étude inclut un plan de financement qui permettra de coordonner les aides en appui à la mise en Œuvre.

D'autre part dans la deuxième phase du PEE :

- La Nouvelle vision scientifique sur les travaux de laboratoire de recherche avec un éveil de conscience et assiduité au travail en ce qui concerne l'Institut de Recherche en Sciences de la santé. L'acquisition d'une autonomie dans les analyses de Laboratoire grâce au renforcement institutionnel par le stage à l'Université de Kinshasa et à l'Université de Mons et l'acquisition du matériel et intrants de laboratoire ;
- Les cadres et agents de l'Agence Nationale d'Implantation et de Coordination des centres de développement Intégré « AN-CDI » tiennent compte des notions apprises et transférées dans l'appui accordé par la firme MK-WBC lors de la rédaction des projets au sein de l'Agence ;
- La population locale à Yangambi s'approprie l'expérience de la domestication d'afromomum (tondolo). Cette plante à l'origine sauvage et forestière est cultivée désormais en association avec les produits de culture ordinaire (feuille de manioc, arachides, ...). Le changement observé est que les familles agricoles n'arrachent plus les *zingiberaceae* dans leurs champs.
- Les requêtes financées à l'Université de Kinshasa deviennent des références tant pour le sujet de recherche que pour leurs perspectives. Les chercheurs trouvent actuellement plusieurs thèmes de recherche en faveur des exploitants agricoles au regard des pratiques observées. Les articles de mémoire de fin de cycle et autres travaux au sein de la faculté sont inspirés des résultats produits. La pratique de recherche suivant processus de collecte des données est digitalisée à travers l'outil numérique et l'application Kobo collect.
- Le Ministère de l'Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers les requêtes appuyées et proposées d'une part par la Division Climat se dote des données et informations utiles à la rédaction de la feuille de route pour la Contribution déterminée RDC (CDN-RDC) et d'autre part via le financement de la requête de l'Unité de Gestion des Tourbières ayant acquis de la matière nécessaire/ préalables techniques requises en terme d'information et informations disponibles pour la rédaction de la stratégie nationale des tourbières. La RDC sera dotée d'une feuille de route et d'une stratégie nationale sur la gestion des Tourbières.



- Grace au portage du facilitateur national au niveau du Secrétariat Général à l'Environnement, il est constaté une Nouvelle collaboration franche avec les partenaires de développement dans le secteur de l'Environnement notamment grâce aux différents liens établis entre les partenaires et les membres du Groupe des Bailleurs de l'Environnement (GIBE).
- Innovation dans les méthodes de travail : La capacitation du personnel du Service National de Motorisation Agricole et de la Division des Affaires Sociales du Sud-Ubangi sur les techniques de collecte des données par outil numérique au moyen de logiciel Kobo Collect. Les cadres impliqués dans la gestion sont renforcés sur les aspects de gestion et de l'informatique
- L'ITIE RDC est à nouveau replacée sur orbite suivant les normes de ITIE Internationale. Le rapport d'audit réalisé par la firme DELOITTE a contribué à restaurer la crédibilité de l'ITIE-

RDC auprès des partenaires techniques et financiers et institutions internationales. L'utilisation des données ITIE dans les missions spécifiques des institutions ci-haut indiquées contribue à renforcer son expertise et sa mission dans le contexte actuel de la RDC où les zones minières sont cibles et victimes des groupes armés et l'exploitation artisanale minière incontrôlée.

- La redynamisation des comités locaux suite aux interventions antérieures du PEE au bénéfice de l'Inspection Provinciale du Développement Rural du Sud-Ubangi à la faveur d'une action du PEE portant sur l'« Organisation des comités villageois de développement » appuyée en 2017 couvrant trois villages du Sud-Ubangi.
- Le changement induit dans les habitudes culturelles grâce à la recherche-action initiée par le Département de l'Environnement de l'Université de Kinshasa à Yangambi par l'expérimentation des cultures associées (manioc, soja, ...) dans la domestication des *Aframomum div.* Espèce (tondolo) et *Renealmia africana* (Mondongo) ;
- Des changements observés dans l'augmentation de la fréquentation des dispositifs de planning familial grâce à la sensibilisation et la redynamisation des structures à la faveur d'un appui d'une initiative du PEE portant sur la « Planification familiale dans la nouvelle Province du Sud Ubangi ».
- La constitution des bases de données digitalisées et actualisées pour la série des études entreprises avec :
 - La Direction des Infrastructures du Ministère du Plan par le biais de l'étude financée portant sur l'« Actualisation de la cartographie des projets des Infrastructures économiques de base de la RDC (Phase de Kinshasa) ».
 - La Chaire Dynamique Sociale (CDS) de la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Kinshasa par le biais de l'étude portant sur l'« Observatoire de l'économie informelle en RDC - Phase 2 : approfondissement et extension pour vérification de résultats de la première étude menée à Kinshasa vers deux autres provinces : Tshopo et Kasai-Oriental » .
 - La Division des Affaires Sociales du Sud-Ubangi par le biais de l'étude portant sur la « Mise en place d'une Baseline sur les violences sexuelles et les conséquences affectives sur les jeunes filles et les femmes dans les sites de Bwamanda, Lipoko, Budjala et Zongo ».
 - L'Institut Supérieur de Commerce (ISC) par le biais de l'étude portant sur l'« Analyse socioéconomique des stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans la filière agricole en milieu rural ».
 - Le Ministère Provincial du Genre du Kwilu par le biais de l'étude portant sur l'« Evaluation de la prévalence des violences basées sur le genre dans les territoires de Bagata, Masimanimba et dans les agglomérations de Bandundu ».
 - L'Unité de Gestion des Tourbières du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable par le biais de l'étude portant sur l'« Identification des menaces à l'intégrité des tourbières de la République Démocratique du Congo ».
- La Direction de Programmation et de Budgétisation du Ministère du Plan voit les processus de planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation renforcés grâce à un double accompagnement de deux expertises nationale et internationale recrutées.
- La Direction d'Etude et Planification s'est doublée d'une expertise en lien avec l'étude de faisabilité d'une politique en lien avec la Couverture Santé Universelle en RDC.

4.2 Performance de l'output 1

OUTPUT 1 : « Les requêtes de qualité à financer sont disponibles »

Septante-huit (78) études, rapports ou mobilisations d'expertises sur 404 requêtes réceptionnées ont été réalisées à Kinshasa et dans les provinces de la RDC, dans les secteurs et thématiques tels que définis dans le Programme Indicatif de Coopération 2010-2013.

Parmi les études réalisées, certaines sont de belles réalisations (voir ci-haut dans la partie « Performance de l'outcome »).

Et puis, il ne faut pas omettre le renforcement des capacités offerts aux bénéficiaires du Programme, en matière d'élaboration de termes de référence et de méthodologies, et de gestion technique et administrative de projet.

Tableau 1 : Présentation de l'aperçu statistique des requêtes

Indicateurs	PEE1	PEE2	Total	Taux indicatif
Nombre de requêtes	242	162	404	100%
Nombre de requêtes validées	41	44	85	21%
Nombre requêtes financées	40	38	78	19%
Nombre d'expertises mobilisées	3	4	7	/
Nombre de études appuyées	34	37	71	/

Ce tableau présente la situation de requêtes qui démontrent l'intérêt affiché des institutions publiques congolaises au PEE comme outil flexible de financement des requêtes. Le taux de validation des requêtes est de 21% dans l'ensemble ce qui explique la rigueur de dispositif de sélection mise en place.

D'autre part, la proportion des requêtes réellement financées légèrement inférieure à la proportion des requêtes validées trouve son explication dans le travail de revérification de l'UAGP sur les critères de pertinence en lien avec l'évolution du contexte, de vérification des cas de double financement, d'ajustement au regard des modalités, d'opportunité et d'intérêt du bénéficiaire.

Le nombre d'expertises reste relativement faible justifiant la volonté des institutions de pouvoir mettre leurs propres expertises locales à la réalisation de leurs requêtes. Cette situation se bute à une analyse de capacités des partenaires à assurer une gestion conforme aux procédures de gestion des fonds Enabel.

Les études appuyées ont fréquemment fait l'objet d'un appui additionnel de consultants locaux recrutés par voie d'un marché public pour renforcement qualitativement la prestation réalisée par les agents d'une administration publique.

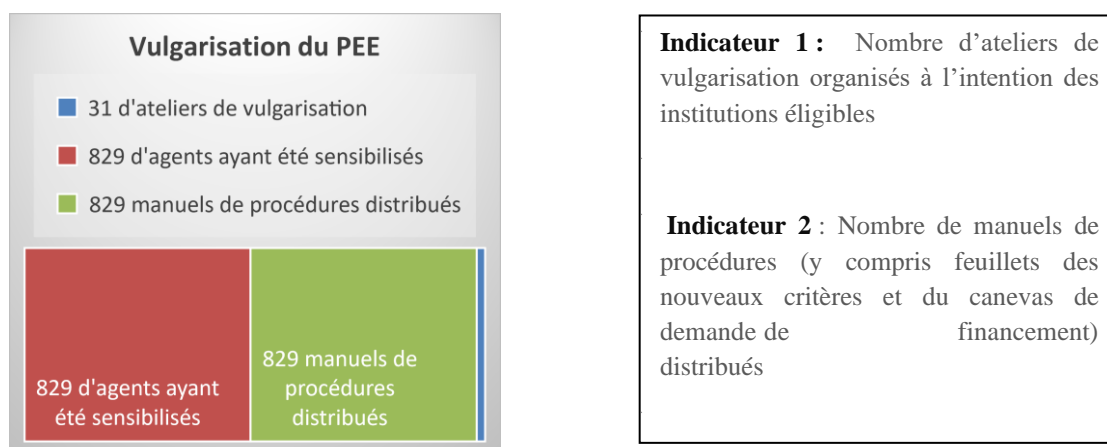
4.3 Performance de l'output 2

OUTPUT 2 : « Le programme est vulgarisé auprès des secteurs éligibles »

Le PEE est doté de procédures de gestion et de prise de décision ainsi que de critères de sélection, ce qui constitue une réelle avancée en termes de transparence au regard de la situation qui prévalait à l'époque du FEE.

Un Manuel de procédure a été élaboré en début de programme et diffusé essentiellement au travers de séances de vulgarisations. Trente et une (31) séances d'information ont été organisées, dont une douzaine à Kinshasa et 19 en province, afin d'expliquer le mode de fonctionnement et les procédures du PEE, et d'encourager l'introduction de requêtes.

Néanmoins, deux indicateurs sont assortis à cet output :



Les localités visées étaient essentiellement des localités de concentration géographique du PIC, dont certaines - mais pas toutes - avaient également des programmes CTB/ ENABEL en cours. Un lien direct peut être établi entre ces activités de sensibilisation et les requêtes introduites. Cependant, si l'on constate que la majorité des requêtes introduites proviennent des provinces, la majorité des requêtes validées proviennent de Kinshasa.

Le changement des critères de sélection des demandes de financement a induit la nécessité de les diffuser en ligne et les vulgariser en présentiel auprès des institutions publiques éligibles.

Tableau 1 : Aperçu statistique sur la vulgarisation du Programme

Indicateurs	PEE1	PEE2	Total
Nombre d'ateliers de vulgarisation	21	10	31
Nombre d'agents ayant été sensibilisés sur les procédures de soumissions d'une requête	629	200	829
Nombre de manuel de procédures mis à disposition des agents sensibilisés	629	200	829

Ce tableau donne un aperçu des efforts de vulgarisation du PEE comme outil au sein des institutions publiques congolaises éligibles. Les ateliers de vulgarisation de procédures ont été organisés au sein des provinces représentant les zones de concentration du PIC pour les entités déconcentrées et décentralisées d'une part et dans la ville de Kinshasa pour les entités du niveau central d'autre part.



Séance de vulgarisation du manuel des procédures et d'accompagnement des partenaires dans la mise en œuvre des conventions de subsides

A la faveur de la révision des critères de sélection, une attention soutenue a été consacrée à la vulgarisation des nouveaux critères en lien avec les priorités stratégiques du gouvernement congolais et de la préparation du nouveau programme de coopération entre la RDC et la Belgique.

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Le PEE a apporté son appui financier à la réalisation de certaines études en synergie avec les autres interventions ci-dessous :

a) Projet eau à Kindu :

A travers la demande de financement N°049 portant sur « *la production de chlore liquide à partir de l'énergie solaire afin de traiter l'eau des mini réseaux d'eau publics : capacité de production, coût, maintenance* » ... soumis par le Ministère provincial des mines, hydrocarbures et de l'Energie du Maniema.

b) Programme Kin Emploi :

A travers la demande de financement N°048 portant sur l'« *Etat des lieux et analyse prospective des secteurs provenant de l'économie dans la ville de Kinshasa* » formulée par le Ministre de la Formation Professionnelle, Arts et Métiers contribution à la formulation du Programme « KIN-Emploi » par le Ministère de ETFP.



Un consultant (I&D « Institution & Développement) a produit le document intitulé : « Etude diagnostique orientée action relative aux besoins et à l'analyse prospective de l'Economie informelle kinoise ».

- c) Programme Renforcement de l'hôpital général de référence Saint Joseph à Kinshasa pour la riposte au covid-19 dans le cadre d'une approche structurelle de renforcement du système de santé :

A travers la demande de financements N°068 portant sur l'« Etude d'implémentation d'un système de gestion de l'information hospitalière conformément au (PNDS) Programme National du Développement de l'Informatique de Santé (Hôpital pilote : HGR Saint-Joseph de Kinshasa) » par l' Agence Nationale d'Ingénierie Clinique de l'Information et de l'Informatique de la santé (ANICHS).

- d) Programme EDUT /Tshopo

La demande N°081 de la Direction Générale de la Société d'Electricité SNEL portant sur « Etude technico-financière de la réhabilitation des groupes N°2 et N°3 de la Centrale hydro électrique de la TSHOPO et des installations connexes » a permis de mettre en évidence une complémentarité des programmes sur la problématique de l'électrification à la Tshopo. Le PEE ayant financé l'étude faite par la firme MARGE.

- e) PRELUB/EDUKAT

Avec le Programme d'Electrification de Lubumbashi, suivant la demande formulée par le Commissariat provincial aux affaires foncières et à l'Energie du Haut Katanga, fichée N°129 portant sur le Plan directeur de développement du réseau électrique de la ville de Lubumbashi, une mobilisation des ressources à travers un protocole d'accord a permis d'objectiver une synergie et une complémentarité en plus d'un contrat cadre avec les prestataires « MARGE ».

5.2 Avec les projets pour tiers

Aucune intervention pour tiers n'a fait l'objet d'une synergie ou d'une complémentarité avec le PEE.

5.3 Autres synergies et complémentarités

- Synergie

Une synergie a été créée avec le NDC partnership (basé à Bonn) + le PNUD RDC dans le cadre de la mise à disposition d'une expertise au Ministère de l'Environnement et Développement durable.

La demande de financement N°097 portant sur l'Appui à la République Démocratique du Congo pour la mise en œuvre de la Contribution Déterminée à l'échelle nationale. Le processus qui a conduit à la mise à disposition de l'Expert a connu un travail concerté, tout comme le suivi de la prestation de l'expert par Enabel, NDC Partnerships et le Ministère (SPF) de l'environnement à Bruxelles.

- Complémentarités

Via le Comité Technique de Suivi et évaluation des Réformes (CTR) du Ministère des finances une expertise est recrutée avec le concours du FMI pour la mise à disposition d'un Expert fiscal Résident en RD Congo. Cette complémentarité est suscitée via la demande de financement N°112 a pour objectif de travailler sur la mobilisation des recettes internes de la RDC et le déploiement de la nouvelle stratégie des finances publiques de la RDC.

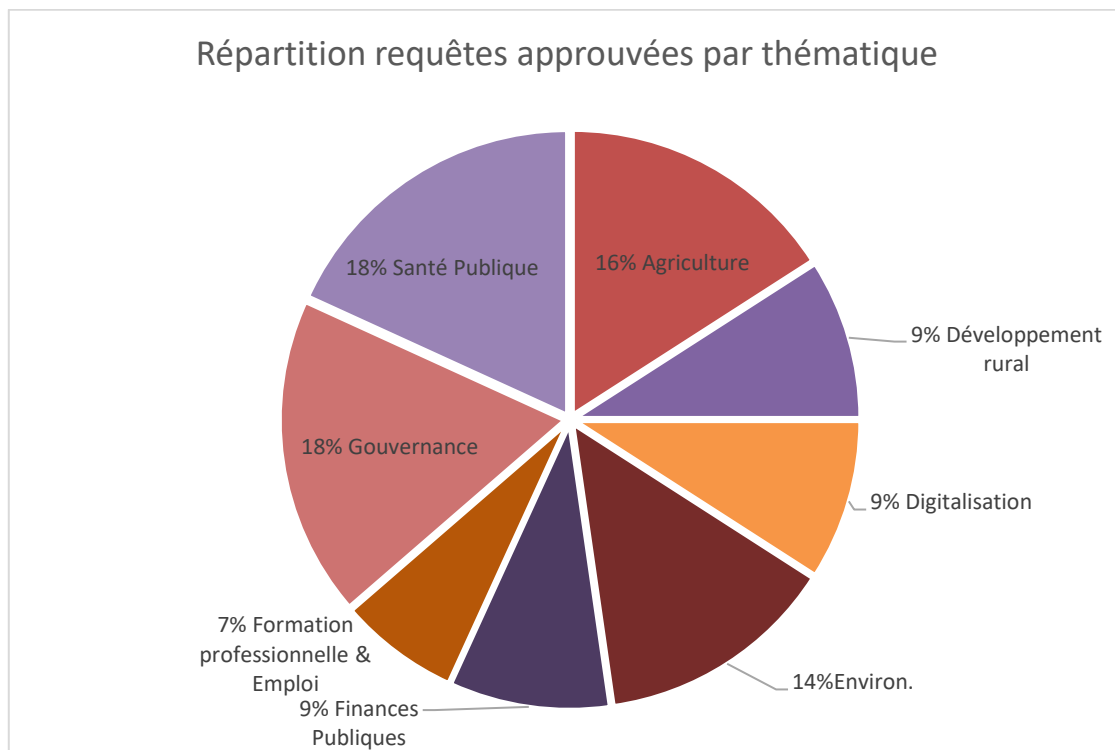
Une complémentarité est à afficher aussi de l'appui avec le PRECOB (Programme de Renforcement des capacités par l'octroi des Bourses) sur le renforcement des capacités à la digitalisation de l'HGR Saint Joseph d'une part qui a vu son personnel être capacité sur la digitalisation de l'Hôpital Saint Joseph via l'utilisation via une plate-forme ELEWA et d'autre part avec l'ITIE dont le personnel a bénéficié également des formations sur la gouvernance des Industries extractives.

Notons par ailleurs que l'ensemble des formations du PRECOB est orienté vers les agents et fonctionnaires de l'Administration publique de secteurs de concentration du PIC. C'est au sein de ces derniers que les requêtes sont initiées suivant les règles et les procédures du PEE.



6 Thèmes prioritaires

Dans la mise en œuvre du PEE, les critères genre et environnement ont été intégrés dans le canevas de demande d'étude ou expertise à financer. L'institution requérante doit obligatoirement indiquer si les thèmes transversaux genre, gouvernance et environnement sont pris en compte (et également Droits de l'enfant et VIH/SIDA pour la 1ere phase du PEE) dans le cadre de l'initiative. Cette intégration permet de susciter la réflexion sur ces thèmes dans le chef du requérant, et d'évaluer le potentiel de respect de ces critères lors de la mise en œuvre des initiatives.



Ce graphique représente la distribution des requêtes par secteur/thématique.

Outre les secteurs et thématiques prioritaires édictés par le Comité de Pilotage se rapportant au feuillet de vulgarisation, le PEE est resté sensible aux thèmes à caractère transversal.

La prise en compte de chacun des thèmes transversaux dans le cadre de la mise en œuvre de l'intervention a été effective. Le PEE est resté ouvert aux différents thèmes transversaux évoqués ici. Les actions concrètes posées ci-dessous confirment ce choix :

- ✓ La sélection et la mise en œuvre d'études et d'expertises directement en lien avec les thèmes d'Environnement et changement climatique ; Genre, égalité entre les sexes, Digitalisation et Protection sociale & travail décent ;
- ✓ La digitalisation comme mode de collecte des données à travers les différentes enquêtes entreprises par les partenaires dans la mise en œuvre de leurs études ;
- ✓ La prise en compte des aspects *genre* dans la mise en œuvre des activités des partenaires subsidiées.

6.1 Environnement et changement climatique

Plusieurs études/expertise en lien avec l'environnement et le changement climatique ont été réalisées.

Pour le comité des partenaires réuni en date du 30 avril 2021 :

1. La demande de financement portant sur « l'Etude d'impact environnemental et social des activités rizicoles dans la province de la Tshopo (Banalia) et Isangi. »
Etude N°091 soumise par la Faculté des Sciences Agronomiques et Environnement de l'Université de Kinshasa.
2. La demande de financement portant sur l'« Appui à la République Démocratique du Congo pour la mise en œuvre de la Contribution Déterminée à l'échelle nationale (CDN) ». Etude N°097 soumise par la Direction du Développement Durable à travers sa Division de changement climatique.

Pour le comité des partenaires réuni en date du 20 août 2021 :

1. La demande de financement portant sur « la collecte des données multisectorielles complémentaires utiles à l'élaboration de la stratégie nationale des tourbières ». Etude N°125 soumise par l'Unité de Gestion des Tourbières (UGT) du Ministère de l'Environnement et Développement durable.

Le suivi de la mise en œuvre sur le thème transversal *Environnement* :

1. Le demande de financement portant sur « l'Identification des menaces à l'intégrité des tourbières de la République Démocratique du Congo ». Etude N°074.
Demande de financement proposée par l'Unité de Gestion des Tourbières dont le début de la mise en œuvre a commencé durant le dernier trimestre de l'année. Elle se focalise sur la collecte des données sur les tourbières dans les sites et zones potentielles à tourbières.
2. L'étude portant sur la demande de financement portant sur « la valorisation des zingibéracées. Cas de Aframomum div. Espèce (tondolo) et renealmia africana (Mondongo). Etude N°008 mise en œuvre par le Département de l'Environnement de la Faculté des Sciences de l'Université de Kinshasa.

6.2 Genre

La prise en compte de ce thème transversal s'est illustrée par le suivi de la mise en œuvre de deux études respectivement au Sud-Ubangi et au Kwilu.

1. « *La mise en place d'une Baseline sur les violences sexuelles et les conséquences affectives sur les jeunes filles et les femmes dans les sites de Bwamanda, Lipoko, Budjala et Zongo* » est une étude en réalisation par la Division des Affaires Sociales (DIVAS) de Gemena.
2. « *Evaluation de la prévalence des violences basées sur le genre dans les territoires de Bagata, Masimanimba et dans les agglomérations de Kikwit et Bandundu* » est mise en œuvre par le Ministère du Genre de la province du Kwilu.

6.3 Digitalisation

Pour le comité des partenaires du 20 août 2021 :

- La demande de financement portant sur le « *renforcement des capacités en digitalisation du système de gestion à travers l'Hôpital Central de Référence de la Police Nationale Congolaise.* » Etude N°113 soumise par le Commissariat Général de la Police Nationale Congolaise à travers la Cellule de gestion des projets de la Police Nationale Congolaise.
- Le suivi de la mise en œuvre la demande de financement portant « *le Renforcement des capacités en Digitalisation du système de Gestion à travers de l'Hôpital Général de référence Saint-Joseph* » ... Demande de financement N°068 ...soumise par l'Agence Nationale de d'ingénierie clinique de l'information et de l'informatique de la santé (ANICIIS). Cette demande permet de circonscrire un projet pilote dans le secteur de la digitalisation d'une formation sanitaire dans une approche de partenariat public-privé avec le financement de Enabel.

Pour le comité des partenaires réuni en date du 08 février 2022 :

- La demande de financement portant sur l'« *Expertise en vue de la relecture du projet de code du numérique.* » Etude N°113 soumise par le Cabinet du Ministre du Numérique a abouti à la mise à disposition pour la RDC du Code du Numérique. La nouvelle loi sur le numérique, promulguée par l'ordonnance présidentielle n°23/010 du 13 mars 2023 et ratifiée par le Sénat le 02 mai 2023.

6.4 Emplois décents

Aucune demande en lien avec *l'emploi décent* n'a été reçue.

7 Durabilité

- La pérennisation des résultats au PEE reste tributaire de la capacité des institutions bénéficiaires à adopter les meilleures dispositions, les bonnes pratiques et recommandations mises en évidence à travers les rapports et études produits.
- Le risque majeur réside dans la faible appropriation par les institutions bénéficiaires des résultats de leurs propres demandes de financement. La responsabilité du partenaire à s'orienter de manière cohérente et soutenue vers une dynamique de changement est déterminante pour la durabilité des acquis. Pour ce faire le portage de la requête est le plus souvent placé au plus haut sommet du Ministère, et en retour les produits et recommandations de la requête sont exploités à bon escient.
 - Les requêtes financées ayant le plus souvent été le fruit d'une forte volonté institutionnelle ont connu de meilleurs résultats, tant sur l'adoption et la gestion de l'étude ou de l'expertise que dans l'application des résultats. Cette volonté et cet intérêt institutionnel ou politique sont des conditions pour la durabilité des résultats produits.
 - Les données générées par les études réalisées constituent une source « durable » d'information devant conduire à la prise des décisions sectorielles, à des fins diverses telles que l'amélioration de la gestion des exploitants de l'huile de palme, la protection des plantes à vertu, la pratique la conservation de l'environnement, l'amélioration des conditions de vie des communautés locales, la détention des données sur les violences sexuelles et autres violences basées sur le genre ...
 - Les requêtes ont produit des textes de loi ou des textes d'orientation administrative, des recommandation sectorielles ; Ces résultats s'inscrivent dans la durée dans la mesure où ils s'insèrent dans le mandat de l'institution comme texte normatif qui nécessite une vulgarisation publique.
 - Le portage au niveau politique des réalisations des différentes études et expertises permet d'assurer l'applicabilité des nouvelles dispositions au sein des entités porteuses des requêtes et plus largement au sein de l'institution visée.
- Un grand nombre de requêtes est porté et recommandé par la plus haute autorité de l'institution : soit du Ministre de tutelle, soit du Secrétaire Général, soit d'un responsable connu. Ce portage au plus haut sommet de l'institution pourrait contribuer à la durabilité des résultats dans la mesure où ceux-ci répondent à un besoin identifié au sein du Ministère ou du Secrétariat Général ou de la Direction concernée au niveau national.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

➤ La définition des critères de sélection et d'éligibilité :

Ce succès a permis d'étendre la possibilité de financement à d'autres secteurs et thèmes repris dans le programme⁵ de coopération entre la Belgique et la R.D du Congo tels que : les finances publiques, la digitalisation, l'Insertion professionnelle, Protection sociale / Travail décent.

➤ Le recours à des consultants en appui aux études des partenaires appuyés :

Des expertises particulières en fonction des capacités limitées de partenaires sont recrutées pour renforcer la qualité de la mise en œuvre des études. Il s'agit des expertises en lien avec :

- Le renforcement des capacités en collecte des données à travers l'outil Kobo Collect ;
- Les techniques et méthodes d'enquêtes sur le terrain ;
- L'élaboration des outils de collecte des données sur les tourbières
- L'élaboration des outils de collecte des données sur les infrastructures économiques de base ;
- L'élaboration des business plan ;
- La création de plateforme en ligne.

Ces appuis ont indéniablement renforcé les capacités des administrations publiques dans la réalisation de leurs études.

➤ Le suivi conjoint de la mise en œuvre des études auprès des partenaires

Ce succès renforce la cohésion entre l'équipe d'intervention et les partenaires. Le suivi conjoint permet une planification conjointe des différents aspects liés à la mise en œuvre des actions (gestion des ressources, réalisation des activités, risques potentiels, ...). Il facilite également l'évaluation conjointe du processus de mise en œuvre de l'action, la validation des rapports, la mitigation des risques identifiés et le partage et la compréhension des résultats.

8.2 Les défis

a. Faible taux de demandes de financement de qualité

La diffusion de critères d'éligibilité à travers des séances d'information en salle, des réunions en ligne, la diffusion des outils et l'orientation préférentielle des demandes vers les expertises, accroissent le taux de demandes de qualité. Il est en outre proposé aux partenaires d'intégrer des consultants dans la mise en œuvre des études.

b. Faibles capacités de gestion des partenaires appuyés

L'organisation des sessions de renforcement des capacités préalables au démarrage des transferts des fonds contribue à rendre le partenaire familier aux procédures de gestion. La multiplication des activités de suivi (échanges documentaire, rencontre in situ, supervision formative).

⁵ Ces secteurs et thèmes concernent l'actuel programme de coopération mais sont également susceptibles d'être repris dans le nouveau programme de coopération belgo-congolais 2023-2026
Rapport final intervention PEE

c. Fraude dans la gestion des ressources

La mitigation des risques de gestion soit par suspension/arrêt de financement, soit par le changement de modalité en cas de faiblesse avérée ou de risque de gestion apparent. L'appui apporté aux études sous le format de régie réduit le risque de fraude et de malversation financière.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

- La vulgarisation du Programme d'Etude et d'Expertises et des procédures de soumission d'une demande de financement contribue à faire connaître le PEE comme outil pertinent et mobilisable par les administrations publiques de la RDC et suscite une production accrue des requêtes. Ces séances d'informations permettent d'atteindre les cibles souhaitées et de procéder à un premier filtrage des demandes de financements.
- L'implication des Directions d'Etudes et de Planifications (DEP) des Ministères lors de la vulgarisations des procédures du PEE contribue à une meilleure identification des besoins et préparation des demandes de financements. Et contribue également à une meilleure diffusion et intégration des résultats des études au sein des Ministères.
- Un renforcement des capacités des partenaires sur :
 - la gestion des fonds était indispensable en vue de garantir un niveau de gestion acceptable des fonds ;
 - la collecte et l'analyse des données lors des enquêtes de terrain, notamment via les outils digitaux (Kobo collect)
 - la rédaction d'article scientifique ou de documents de travail professionnels est nécessaire afin d'obtenir un résultat souhaité.
- Au-delà du renforcement des capacités précité, un accompagnement par l'équipe du projet et les points focaux des administrations est souhaité pour de motiver le partenaire, résoudre ensemble certains problèmes, donner des conseils/orientations lors de la mise en œuvre du projet, et respecter la planification opérationnelle fixée.
- La révision des critères de sélection et l'alignement sur le programme du gouvernement a permis significativement d'augmenter la qualité et la pertinence des demandes de financement.
- Les réalisations de bases de données en ligne, de sites internet pour les administrations sont confrontées à des problèmes de durabilité simplement lié au fait que les frais d'hébergement en ligne ne sont pas assurés par les administrations.
- L'affectation d'experts sectoriels au sein des administrations bénéficiaires et sur les thématiques précises dans le secteur du transport, de la fiscalité, de la couverture santé universelle et de la stratégie de l'enseignement technique semblent avoir apporté plus de résultats que les réalisations d'études.
- La flexibilité qui caractérise le PEE a permis de répondre à des besoins urgents de la RDC (relecture de le code du numérique, mobilisation d'une expertise sur le Contribution déterminée nationale CDN afin d'obtenir une feuille de route,...) et d'être complémentaires à plusieurs interventions d'Enabel (digitalisation des hôpitaux, études agronomiques, études sur l'Eau, sur la Santé, ...).
- La production d'une étude, ou l'apport d'une expertise génèrent des résultats qui sont peu valorisés ou utilisés par les bénéficiaires. Plusieurs de ces actions ne connaissent pas de continuité, d'utilisation. Qu'aurait-il fallu pour que les bénéficiaires s'approprient et utilisent davantage les résultats, sachant que cela n'est pas dans la sphère de contrôle du PEE.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
La définition des critères de sélection et d'éligibilité a permis d'étendre la possibilité de financement à d'autres secteurs et thèmes repris dans le programme ⁶ de coopération entre la Belgique et la R.D du Congo.	Comité de Pilotage et l'Unité d'Appui à la Gestion du Programme (UAGP)
Le recours à des consultants en appui aux études des partenaires appuyés renforce la qualité de mise en œuvre de l'étude.	L'Unité d'Appui à la Gestion du Programme (UAGP) et Institutions bénéficiaires demanderesses d'un appui
Le suivi conjoint de la mise en œuvre des études auprès des partenaires apporte une contribution à la gestion efficace au partenaire.	L'Unité d'Appui à la Gestion du Programme (UAGP) et l'équipe support de l'intervention
Faible taux de demandes de financement de qualité contribue au faible taux d'approbation des demandes	Institutions bénéficiaires demanderesses de l'appui
Faible capacité des partenaires appuyés suggère des modalités d'appui appropriées	Institutions bénéficiaires demanderesses de l'appui
Fraude dans la gestion des ressources suggérant la mitigation des risques ou l'arrêt de financement.	Institutions bénéficiaires demanderesses de l'appui
Une identification précise des besoins à satisfaire en lien avec une logique d'intervention cohérente	Enabel
La dimension politique en amont facilite les échanges entre partenaires et évite les divergences d'appréciation trop fortes	Les parties signataires de la convention spécifique

⁶ Ces secteurs et thèmes concernent l'actuel programme de coopération mais sont également susceptibles d'être repris dans le nouveau programme de coopération belgo-congolais 2023-2026
Rapport final intervention PEE

9 Recommandations

L'utilité de l'outil PEE n'est plus à démontrer. Pouvoir disposer de financements à la demande, facilement et rapidement mobilisables, pour la réalisation d'études ou l'apport d'expertises limitées en durée, est pertinent pour les administrations publiques congolaises et essentiel pour donner de l'«oxygène» (flexibilité, réponse aux opportunités et aux besoins qui apparaissent selon l'évolution du contexte) aux programmes sectoriels du Programme de coopération, où tout est déjà planifié et la chaîne de résultats figée.

Le PEE étant arrivé à son terme, il importe de proposer des recommandations en termes de perspectives de capitalisation pour les parties intéressées :

- ✓ Mettre en œuvre un nouveau programme, fonctionnant selon le même principe que le PEE, mais corrigé des défauts du PEE, tels que le caractère beaucoup trop ouvert des critères de sélection, le manque d'intégration aux programmes de développement, et les faibles synergies avec les différentes parties prenantes. La mobilisation des financements du programme se ferait toujours à partir de requêtes soumises à l'analyse d'un comité technique et à l'approbation d'un Comité de validation. Ces comités disposeraient d'expertises liées aux diverses demandes de financement afin d'accroître la qualité des sélections des requêtes. Ces mêmes experts pourront aussi suivre et valider la qualité des études réalisées et expertises appointées dans les administrations publiques. Quant au COMPAR, il assurerait le pilotage stratégique du programme.
- ✓ Disposer d'une théorie du changement, d'un réel cadre de résultats et d'indicateurs SMART. Eventuellement prévoir des indicateurs de performance adéquats lors de la réalisation d'études par les institutions bénéficiaires. Revoir l'ensemble des modalités, outils, procédures pour les adapter à la logique d'intervention.
- ✓ Recommandation complémentaire quant à la logique d'intervention pour des formulations ultérieures de ce type de programme :
 - Il est recommandé de ne pas conserver le renforcement de capacités des institutions congolaises comme objectif spécifique, car il est non approprié pour justifier un tel outil : Le « Renforcement des capacités des institutions publiques congolaises » risque d'être un « fourretout » qui se dégrade facilement dans des initiatives ponctuelles et isolées et donc avec peu d'efficacité et d'effet.
 - Le « Renforcement des capacités des institutions » ne devrait pas être un objectif en soi, mais un moyen, une condition de succès pour atteindre un (ou des) autre(s) objectif(s) concrets et donc spécifiques.

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
			X	

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?	
A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			

C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?	
A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
			X	

4.1 Durabilité financière/économique ?

A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La

	probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?	
A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?	
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Le PEE ne dispose pas de cadre logique.

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Aucune théorie de changement (Toc) n'a été élaborée dans le cadre du PEE

10.4 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par le Comité de pilotage au cours de l'année et assurer le suivi de ces décisions.⁷

Décision à prendre	Période d'identification	Source
<ul style="list-style-type: none"> Revoir les critères de sélection des demandes de financement soumises par les partenaires éligibles (Décision prise lors de la réunion du Comité de Pilotage du 30 avril 2021 à Pullman Hotel- Cfr PV) 	Avril 2021	PV du Comité des Partenaire

Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
<p>I. Proposer un feuillet d'informations sur les nouveaux critères de sélection des demandes de financement en lien avec les recommandations ci-dessous :</p> <ol style="list-style-type: none"> Intégrer la filière <i>maïs</i> parmi les filières du secteur « agriculture » ; Intégrer les secteurs éligibles suivants : Développement rural, Education de base et la réforme des finances publiques ; Envisager le recours à l'Expertise nationale et internationale ; Prévoir le plafonnement des budgets pour chaque réunion du Comité des partenaires en accordant le fait que le budget non-engagé 	<p>Joël MEERSSEMAN, Clément KATSANINGU et Patrick TSHIMANGA</p>	30 juin 2021	<p>100% ...</p> <ul style="list-style-type: none"> Un feuillet a été produit à l'intention des potentiels bénéficiaires ; Le canevas de demande de financement a été revu et adapté aux nouveaux critères d'éligibilité et de sélection 	Accompli

⁷ Vous pouvez utiliser le tableau de ce template ou le remplacer par votre propre format (p. ex., celui de votre monitoring opérationnel), pour autant qu'il fournisse les mêmes informations.

<p>pourra être ajouté au budget du COMPAR suivant ;</p> <p>5) Tenir compte dans l'analyse et la validation des requêtes de la priorisation suivante :</p> <p>Priorité 1 : Etudes et expertises qui appuient directement une des actions du programme gouvernemental au niveau national ;</p> <p>Priorité 2 : Etudes et expertises ayant une portée nationale sur des secteurs et/ou thématiques éligibles ;</p> <p>Priorité 3 : Etudes et expertises concernant des secteurs et/ou thématiques éligibles contribuant aux actions prévues dans le programme gouvernemental dans les provinces du PIC ;</p> <p>Priorité 4 : Etudes et expertises concernant des secteurs et/ou thématiques éligibles contribuant aux actions prévues dans le programme gouvernemental dans les provinces hors PIC.</p> <p>II. Organiser des séances d'information sur les nouveaux critères à l'intention des Institutions publiques dont les secteurs et thématiques sont retenus.</p>	<p>Clément KATSANINGU et Patrick TSHIMANGA</p>	<p>30 juillet 2021</p>	<p>100%</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 séances d'information ont été organisées à l'intention des potentiels bénéficiaires dont les secteurs et thématiques ont été retenus par le Comité de Pilotage 	
--	--	------------------------	--	--

10.5 Matrice de monitoring complète

Le PEE n'est pas doté d'une matrice de monitoring spécifique pour le suivi des requêtes.

Ressources en termes de communication

Outre les rapports annuels, les documents de communication du PEE ont été essentiellement constitués des documents :

- Le manuel de procédures ;
- Le feuillet portant sur la réorientation stratégique du PEE ;
- Le Procès-verbaux des décisions du Comité de Pilotage ;
- Les études telles que produites ont constitué également des livrables produits par les bénéficiaires eux-mêmes ou pour le compte de ces derniers par le biais des prestataires sélectionnés.

Le PEE a durant sa mise en œuvre été amené à organiser de nombreux séminaires, ateliers qui ont été médiatisés. Des articles de presse, spots radios, et photos sont disponibles au niveau du service de communication de la représentation Enabel à Kinshasa.

10.6 Personnel de l'intervention

Fonction	Personnel (titre et nom)		Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)	
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :					
				Début	Fin
Coresponsable National du Programme	KATSANINGU	Clément	M	24-10-2012	Fin du Programme
Chauffeur	MVITA	André	M	24-10-2012	Fin du Programme
Nettoyeuse	BOLANZALI	Francisca	F	20-10-2014	Fin du Programme
Personnel d'appui, recruté localement par la ENABEL					
Coresponsable du Programme	MUTOMBO	Jean Luc	M	20-12-2018	Fin du Programme
Intervention Manager	KASANJI	Christian	M	23-09-2022	31-01-23
Comptable	Pambu	Emmanuel	M	15-07- 2015	15-09-18
Assistante administrative	Mbango	Lily	F	01-01-2013	Fin du Programme
Gestionnaire Finance Suivi CSUB	ONEMA	Pierre	M	15-09- 2018	Fin du Programme
Chauffeur (assistant logistique)	LUAMBA	Samuel	M	05-08- 2019	Fin du Programme
Assistante administrative et financière	LUVEFU	Anita	F	24-06- 2020	Fin du Programme
Comptable Vérificatrice	TSHIAMA	Thérèse	F	02-11-2020	Fin du Programme
Chargée de Suivi et Evaluation	AGANZE	Merveille	M	05-07-2021	10-03-23
Gestionnaire Finance Suivi CSUB	MUSAO	Alexandrine	F	01-04-2021	31-11-2021
Gestionnaire Finance Suivi CSUB	TABU	Stanis	M	01-12-2021	19-05-23
Chauffeur	NZEBA	Juvénile	F	11-04- 2022	06-07-2022
Comptable	KITSONGO	Dénise	F	22-04-2022	Fin du Programme
Gestionnaire des dossiers	MALEMBA	Michael	M	26-10-2022	Fin du Programme
Assistant Technique National	TSHIMANGA	Patrick	M	24-06- 2020	Fin du Programme
Experts internationaux (ENABEL) :					
Assistant Technique International	Labis	Jean Marc	M	19-12- 2015	19-12-18
Intervention Manager	MEERSSEMAN	Joël	M	10-11- 2020	31-10-22
Responsable Administratif et Financier International	LECOMTE	Sébastien	M	08-04-2020	Fin du Programme

10.7 Marchés publics

Nr Public Contract	Public contract title	Public contract type	Amount (estimated)	Amount euros (real)	Budget line(s) activity	Provider	Status	Date(s) / Period(s) Awarding	Date(s) / Period(s) Execution
RDC1015311/01	Acquisition de deux véhicules 4*4 Hard top	supplies	60.000	51.422	Z_02_01 B_02_01	ARNO (RDC)	TERMINE	06/11/2012	13/11/2012 - 13/12/2012
RDC1015311/02	Détermination des sites potentiels d'extraction du gaz méthane dans les eaux du Lac Kivu: Etude de la bathymétrie de la côte congolaise, RDC.	Services	90.000 / 105.090	105.090	A_11_01	LIMNOLOGICAL (FR)	TERMINE	05/06/2013	Q2- Q3/2014
RDC1015311/03	Plan National Semencier	Services	80.000 / 0	0	A_06_01	-	-	-	-
RDC1015311/04	Plan National Semencier (relance)	Services	71.150 /	66.080	A_06_01	DIACK BA (SE)	TERMINE	-	Q2- Q3/2014
RDC1015311/05	Elaboration du Plan de Développement Informatique du Ministère de la Santé Publique de la RDC.	Services	101.500 /	101.400	B_02_01	VUB (BE)	TERMINE	-	Q3-Q4 / 2014 Q1 / 2015
RDC1015311/06	Expertise internationale en économie et planification de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Kinshasa, RDC	Services	123.900 /	0	A_11_01/02	-	TERMINE	-	-
RDC1015311/07	Expertise nationale en économie et planification de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Kinshasa, RDC	Services	54.000	50.044	A_11_01	COGEFOR (RDC)	TERMINE	-	Q3-Q4 / 2014 Q1- Q2-Q3 / 2015
	Avenant 1		0	39.480					
	Avenant 2		0	3.290					
RDC1015311/08	Relance: Expertise internationale en économie et planification de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Kinshasa, RDC	Services	120.000	123.870	A_11_01	VVOB (BE)	TERMINE	-	Q3-Q4 / 2014 Q1- Q2-Q3 / 2015
	Avenant 1		0	26.281					
	Avenant 2		0	22.723					
RDC1015311/09	Expertise comptable Int'l pour le renforcement des capacités de l'INRB, Kinshasa, RDC.	Services	39.600	37.500	A_18_00	MAZARS CAMEROUN	TERMINE	09-mars-15	Q2-Q3- Q4 / 2015
RDC1015311/10	Expertise comptable Nationale pour le renforcement des capacités de l'INRB, Kinshasa, RDC.	Services	0	0	A_18_00	-	TERMINE	Février 23015	Q2, 3, 4/2015
RDC1015311/LB-2019-C04	Formation sur la vulgarisation du nouveau manuel PEE	Services	2.500	2.700	D_010200	Centre SHAUMBA	TERMINE		25/07/2019
RDC1015311/LB-2019-C05	Formation sur la vulgarisation du manuel des procédures du PEE (location salle + restauration)	Services	2.500	2.436	D_010200	Centre CARITAS	TERMINE		30/08/2019

RDC1015311/001/MP/PEE/2019	Recrutement d'un consultant en aménagement et décoration interne	Services	10.000	7.500	Z_020400	DOMINIQUE TSHINTU	TERMINE		04/10/2019
RDC1015311/002/MP/PEE/2019	Recrutement De deux Experts nationaux en efficacité de l'aide et du développement	Services	20.000	19.500	Z_030_900	AGNES BILONDA MULOMBO & MONDONGA -O-BATOBA-NDELEY	TERMINE		06/11/2019
LB-20-001	Location de 2 véhicules (Jeep 4x4) pendant 12 jours, du 12 janvier au 25 janvier 2020 transport pour séjours expert de port d'Anvers suivant l'accord spécifique de coopération relatif à la mise en place d'une autorité portuaire en RDC	Services	5.000	4.351	E_07_01	JANETRANS	TERMINE		9-01-20
LB-21-001	Recrutement d'un expert en analyse des données quantitatives et qualitatives d'enquêtes en lien avec les études réalisées et appuyées dans les 3 zones d'intervention du PIC	Services	10.000	12.450	Z_030900	DON JETHRO MAVUNGU	TERMINE		21-01-21
LB-21-002	Recrutement d'un « Développeur de Base de données » pour compte de l'étude RDC1015311_CSUB_24_2020 intitulé Actualisation de la cartographie des projets des Infrastructures économiques de base de la RDC (Phase de Kinshasa) de la Direction des Infrastructures du Ministère du Plan.	Services	2.500	5.000	Z_030900	ARNOLD NTANTU NDALA	TERMINE		21-01-21
LB-21-003	Ameublement bureaux et salle de réunion PRECOB / PEE	supplies	3.500	3.750	Z_020200	MOZAR CENTER	TERMINE		27-01-21
LB-21-004	Recrutement d'un consultant pour la conception, le développement et la mise en ligne d'une base de données pour le PEE	Services	20.000	17.475	D_010200	NUMIBIT YANNICK ZAGABE RUDAHINDWA	TERMINE		25-03-21
RDC1015311-10036	Fournitures relatives à la production de chlore par énergie solaire pour traitement de l'eau	supplies	75.000	71.604	E020104	DEMATCO	TERMINE	15-juin-21	31-mars-22
RDC1015311-10043	Services d'audit financier du Comité Nat. de l'ITIE-RDC 2016 - 2019	Services	35.000	28.840	E070104	DELOITTE	TERMINE	11-oct-21	31-mars-22
RDC1015311-10044	Mise en œuvre de la contribution Déterminée à l'échelle nationale (CDN)	Services	95.000	72.000	E050104	LILAKAKO MALIKUKA FELIX CREDO	En cours	11-nov-21	11/09/2023
RDC1015311-10047	Recrutement d'un Consultant en appui à la Vice-Primature, Min de l'Env. pour la menace sur les tourbières	Services	20.000	16.200	E050104		TERMINE		

RDC1015311-10051	Demande d'expertise et d'appui logistique pour l'élaboration du schéma directeur informatique de la DGDP	Services	100.000	97.000	E070104	ERNST & YOUNG RDC SARL	Annulé	09-févr-23	09/06/2023
RDC1015311-10056	Etude préalable au plan directeur de développement du réseau électrique de la ville de Lubumbashi	Services	156.000	155.030	E070104	Marge	En cours	20-nov-22	
RDC1015311-10058	Recrutement prestataire pour la mise en forme et l'impression des rapports sur la promotion des systèmes nationaux	Services	15.000	9.265	E070104	MIRAK IMPRESSIONS	TERMINE	07-févr-22	07/03/2022
RDC1015311-10060	Recrutement d'un consultant pour l'accompagnement des institutions publiques dans la rédaction des deux études sur les violences faites à la femme et à la jeune fille dans les provinces du Kwilu et du Sud Ubangi	Services	15.000	11.800	E050104	GAP	TERMINE		
RDC1015311-10067	Expertise en vue de la relecture du projet de code du numérique	Services	200.000	148.500	E070104	KPMG	En cours	30-nov-22	31/03/2023
RDC1015311-10070	Etude de faisabilité préalable en vue de la formulation d'un programme de réhabilitation de la formation agronomique en RDC pour promouvoir une relance agricole résiliente compatible avec les objectifs de lutte contre les changements climatiques	Services	200.000	186.522	E070104	IFA YANGAMBI	TERMINE	01-juil-22	31/03/2023
RDC1015311-10074	Implémentation d'un système d'information hospitalière intégrée à l'HGR Saint Joseph de Kinshasa, RDC	Services	100.000	147.945	E040104	POST FACTUM	En cours	08-juin-22	
RDC1015311-10077	Recrutement d'une expertise en vue de l'élaboration d'une étude de faisabilité de digitalisation du système de gestion de l'Hôpital Central de Référence de la Police Nationale Congolaise (PNC)	Services	20.000	10.470	E040104	ERNEST MBO	TERMINE		
RDC1015311-10078	Expertise pour le financement de l'élaboration du rapport de cadrage et pour l'élaboration - Rapport ITIE RDC 2019-2020	Services	150.000	162.735	E070104	MAZARS	En cours	08-sept-22	
RDC1015311-10079	Etude sur l'indice de corruption en milieu de la justice Congolaise	Services	76.000	129.525	E070104	INANGA	Annulé		
RDC1015311-10082	Consultant Expert informaticien pour AGIP	Services	75.000	84.000	E070104	NUMIBIT	En cours		
RDC1015311-10084	Consultant pr la réalisation d'une étude de faisabilité d'installation des CDI dans 2 provinces RDC	Services	100.000	75.170	E020104	MK WORLD BUSINESS CORPORATION	En cours	31-oct-22	

RDC1015311-10086	Élaboration des documents de base pour la gestion de l'agence nat. d'implantation et de coordin. CDI	Services	20.000	19.310	E020104	CERDI	TERMINE	01-déc-22	28/02/2023
RDC1015311-10087	Etudes de systématisation d'expériences au niveau provincial et des zones de santé	Services	20.000	22.795	E040104	MUSAKIS-MUTUELLE DE SANTE DE KISANTU	En cours	06-déc-22	28/02/2023
RDC1015311-10091	Evaluation finale PEE	Services	25.000	17.650	Z040100	COTA	TERMINE	01-mai-22	30/06/2022
RDC1015311-10100	Marché de service relatif à l'élaboration de la stratégie nationale sur les tourbières	Services	250.000	199.999	E050104	CENTRE DE RECHERCHE EN RESSOURCES EN EAU DU BASSIN DU CONGO	En cours	03-févr-23	
RDC1015311-10102	Consultant Economiste_ Expert en Finances Publiques pour AGIP	services	90.000	119.000	E070104	ACAEXPERTISE SARL	En cours	13-févr-23	
RDC1015311-10110	Achats des meubles de bureau et salle de réunion du facilitateur MEDD	supplies		4.940	E050104	ITCOM	TERMINE		
RDC1015311-10111	Achat laptop portable et Imprimante multifonction Laser Couleur pour l'Expert fiscaliste Charles NIHANGA qui sera basé au COREF (Ministère des Finances)	supplies		2.740	E070104	ITCOM	TERMINE		
RDC1015311-10112	Restitucion Master Plan Energie Tshopo	Services	15.000	9.894	E070104	Marge	TERMINE	15-nov-22	15/12/2022
RDC1015311-10114	Location salle et Restauration de 28 participants à la formation théorique et pratique de 26 agents de l'AN-CDI sur l'élaboration d'une étude de faisabilité de l'implantation d'un CDI à Kinshasa et au Sud-Kivu pendant 5 jours du 23 au 27 janvier 2023.	services		4.500	E20104	CENACOF	TERMINE		
RDC1015311-10115	Frais de Transport matériel de digitalisation de l'hôpital saint joseph de kinshasa Rdc	Services		4.015	E040104	GROUPE TRANSPORT MULTIMODAL sarlu	TERMINE		
RDC1015311-10116	Achat kit simulation pour la faculté de médecine de l'université de Kinshasa dont : LSR insufflateur prématuré, Masque silicone nourrisson/ enfant N°0-1, 1 Fœtus, 1 Placenta, 3 Cordons ombilicaux	Supplies		7.320	E040104	PL HEALTHCARE	TERMINE		

RDC1015311-10117	Restauration de 200 participants à l'atelier pour la mission de l'équipe de la faculté de médecine de l'université de Liège à Kinshasa du 27/01/2023	Services		6.000	E040104	ORNI SERVICES	TERMINE		
RDC1015311-10118	Location salle et restauration pour 40 participants à l'atelier de sensibilisation des acteurs à la collecte des données nécessaires à la production du rapport de cadrage sur le secteur minier artisanal filière 3T et OR du 03/02/2023	Services		2.600	E070104	BEATRICE HOTEL	TERMINE		
RDC1015311-10119	Location salle + restauration de 50 participants à l'atelier préliminaire sur la collecte des données multisectorielles sur les tourbières avec les parties prenantes du 17 février 2023	Services		3.750	E050104	BEATRICE HOTEL	TERMINE		
RDC1015311-10120	Location de 2 salles du 16 au 17 février 2023 + restauration de 40 participants pour chaque salle pour l'atelier d'échanges avec les acteurs de l'Ecosystème du numérique en RDC	Services		5.200	E070104	BEATRICE HOTEL	TERMINE		
RDC1015311-10121	Location salle pendant 2 jours du 08 mars au 10 mars 2023 + Hébergement avec restauration de participants pour les 2 jours de l'atelier de collecte des données multisectorielles en appui à l'élaboration de la stratégie nationale de gestion des tourbières	Services		3.810	E050104	CENTRE THERESIANUM DE KINSHASA	TERMINE		
RDC1015311-10122	Restauration des participants à l'atelier pour le renforcement des capacités sur l'outil <i>open Clinic</i> et sa mise en œuvre à l'hôpital général de référence Saint-Joseph du 13 février au 03 mars 2023	Services		6.030	E040104	HGR KINSHASA/SAINT-JOSEPH - HOPITAL GENERAL DE REFERENCE KINSHASA/SAINT JOSEPH DE LIMETE	TERMINE		
RDC1015311-10124	Mise en place d'un réseau Lan Ethernet et Sans-fil au secrétariat général de la coopération internationale	Services		19.952	E070104	JOVAN GROUP	En cours		
RDC1015311-10125	Acquisition des 1620 boîtes de hydroxy urée pour la faculté de médecine département de médecine interne service de pneumologie	Supplies		15.357	E040104	CUPRO LABO SARL	En cours		

RDC1015311-10126	Essai clinique sur la prise en charge de la drépanocytose : hemodrep, 2 fréquences pour 126 malades	Services		20.274	E040104	CLINIQUES UNIVERSITAIRES DE KINSHASA	En cours		
RDC1015311-10127	Analyse des activités antioxydante et antifalcemiant, 6 fréquences pour 126 malades	Services		5.775	E040104	CLINIQUES UNIVERSITAIRES DE KINSHASA	En cours		
RDC1015311-10128	PRODUCTION HEMODREP 24 flacons par malade pour un total de 63 malades	Services		19.731	E040104	CLINIQUES UNIVERSITAIRES DE KINSHASA	En cours		
RDC1015311-10129	Diagnostic moléculaire de mutation drépanocytaire (Essai clinique Hemodrep vs Hydroxyurée) pour 180 malades	Services		4.500	E040104	CLINIQUES UNIVERSITAIRES DE KINSHASA	En cours		
RDC1015311-10130	Location salle pour 4 jours et restauration de 30 participants au processus d'actualisation de la couverture sanitaire pendant 4 jours du 15 au 19 mars 2023 au Kongo Central	Services		4.000	E040104	CENTRE D'ACCUEIL LE MARACUJA	En cours		
RDC1015311-10131	Achat de 5 laptops, 2 imprimantes laser noir/blanc, 2 rétroprojecteurs, 1 onduleur & 1 Disk dur externe 2 to (achats RDC1015311 pour les requêtes N°068, N°107 et N°139)	Supplie		8.950	E040104	ITCOM	En cours		
RDC1015311-10132	Conception et déploiement du site web du Secrétariat Général à la coopération internationale	Services		10.250	E070104	KINSHASA DIGITAL S.A.S.	En cours		
RDC1015311-10133	Mise en place d'une solution Microsoft Office 365 (Messagerie électronique, Teams et Archivage électronique) au Secrétariat Général à la Coopération internationale	Services		17.000	E070104	OSNETWORK-DRC	En cours		
RDC1015311-10135	Location salle et restauration de 21 participants à l'atelier de préclôture du PEE du 11/04/2023	Services		2.191	Z040100	SEDEC	En cours		
RDC1015311-10137	LOCATION SALLE ET RESTAURATION DE PARTICIPANTS A L'ATELIER D'ANALYSE SWOT DANS L'ELABORATION DU PIP AVEC LA BPB DU 13/04/2023	Services		2.275	E070104	BEATRICE HOTEL	En cours		
RDC1015311-10138	Location salle et restauration des participants aux activités relatives à l'élaboration d'un rapport diagnostic mardi 18/04/2023 40 participants	Services		16.375	E070104	BEATRICE HOTEL	En cours		

	jeudi 20/04 25 participants et le 25-26-27/04/2023 70 participants par jours								
RDC1015311	Achat 2 véhicules pour PEE	Services	50.000	48.490	E070104	SADA MOTORS RDC	TERMINE		31/03/2023

Atelier résultats du PEE une exigence de redevabilité opérationnelle sur l'atteinte des résultats tels que formulés dans le Dossier Technique et Financier additionnel.

Un échantillon des partenaires de Kinshasa suivant la disponibilité et l'intérêt affiché a été invité à partager les expériences et contribuer à identifier les traits majeurs des résultats du PEE.

Rotana Hotel, le 11 avril 2023



10.8 Subsidies

N° CSUB	Nom Partenaire	Institution	Objet de la CSB	Modalité de paiement
RDC1015311/CSUB/001/2016 - 66. MASTER ECoM	Université de Kinshasa - Institut National de Recherche Bactériologique	Entité Publique	Appui au démarrage des activités du Master en Ecologie des maladies infectieuses, Aléas naturels et gestion des risques	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/002/2016 - 53. EESR	SG Intégration Régionale	Ministère central	Elaboration de la Stratégie Générale d'Intégration Régionale de la RDC	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/003/2016 - 79. CSFP	Division Genre Maniema	Ministère décentralisé	Campagne de sensibilisation de la communauté sur la planification familiale à travers 7 zones de santé dans la Province du Maniema	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/004/2016 - 85. EVLG	Division Plan Maniema	Ministère décentralisé	Intégration de la dimension Genre dans le Document Stratégique de Croissance et Réduction de la Pauvreté Maniema	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/005/2016 - 88. EOI	Université de Kinshasa - Faculté de Psychologie	Entité Publique	Observatoire de l'Economie Informelle en RDC	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/006/2016 - 70. AVMMM	Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Développement Durable	Ministère central	Etude de faisabilité pour la mise en place du Système Agroforesterie dans la ville de Mbuji-Mayi et dans le Territoire de Miabi au Kasai Oriental	Transferts variables

RDC1015311/CSUB/007/2016 - 114. OCV80	Division Inspection Provinciale de l'Agriculture, Pêche et Elevage du Sud-Ubangi	Ministère décentralisé	Installation des Organisations des Comités Villageois de Développement dans les 3 Villages de la Province du Sud-Ubangi, RDC	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/008/2016 - 120. APQN	Commune de Nzinda	Ville de Kikwit	Etude sur l'Accès aux soins pédiatriques de qualité dans la commune de Nzinda	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/009/2016 - 121. GGBPPK	Ministère du Tourisme	Ministère central	Expertise pour la réhabilitation et la revalorisation de la Résidence du 1ier Gouverneur-Général à Boma et du parc et la Résidence du 1ier Président de la République Joseph Kasa-Vubu à Kinshasa	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/010/2016 - 125. LFP	Institut Congolais pour la Conservation de la Nature	Entité Publique	Etude de marché et technico-économique ayant pour but de mesurer l'opportunité de développer des filières de production de fruits, légumes, pommes de terre et culture pérenne dans la région du Nord Kivu (RDC), sur les territoires de Rushturu, de Béni et Lubéro.	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/011/2017 - 157. SMPFG	Division GFFE Province de La Mongala	Entité Publique	Action de sensibilisation concernant le problème des mariages précoces, forcés et des grossesses prématurées dans les Territoire de Bumba et Lisala	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/012/2019	Division GFFE Province du Sud Ubangi	Entité Publique	Action de sensibilisation sur la Planification Familiale	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/013/2019	Coordination Provinciale des actions Humanitaires et de Développement	Entité Publique	Contribution à la réduction des infections chez les nouveaux nés	Transferts variables

RDC1015311/CSUB/014/2019	Plateforme de gestion de l'Aide et des Investissements (PGAI) - SG PLAN	Ministère central	Analyse des besoins en renforcement des capacités pour l'utilisation des systèmes nationaux en RDC	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/015/2019	Service National de Semences (SENASA)	Entité Publique	Amélioration de la conservation des semences de maïs par l'utilisation des produits naturels non polluants	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/016/2019	DEP Secrétariat Général à l'Environnement	Ministère central	Renforcement de la Gouvernance en ce qui concerne la production artisanale du bois	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/017/2019	Université Officielle de Ruwenzori (UOR)	Entité Publique	Campagne d'information et de prévention contre le HIV/SIDA	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/018/2019	Service Urbain Femme, Famille et Enfant	Entité Publique	Sensibilisation sur l'existence et l'utilisation du Planning Familial	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/019/2019	Ministère du Genre, Enfant et Famille via CENADIF/CNACR	Ministère central	Campagne de conscientisation sur l'importance de la scolarité pour les jeunes filles	Transferts variables
RDC1015311/CSUB/020/2019	Secrétariat Général à la Coopération Internationale	Ministère central	Analyse et distribution des prérogatives quant à l'aide des PTF entre le Secrétariat Général de la Coopération Internationale et celui de la Décentralisation	Transferts variables
RDC1015311_SCUB_021_2020		Entité Publique		Transferts variables

	Division provinciale de la santé/Kwilu		Etude des facteurs associés à la faible détection de la Tuberculose au Kwilu entre 2018 et 2019	
RDC1015311_CSUB_022_2020	Division Provinciale des Affaires sociales du Sud-Ubangi	Entité Publique	Les conséquences affectives (morales) sur les femmes et les jeunes filles victimes des violences sexuelles dans la Province du Sud-Ubangi (sites de Bwamanda, Budjala, Lipoko et Zongo)	Transferts variables
RDC1015311_CSUB_23_2020	Centre de recherche de la Chaire de Dynamique Sociale (CDS)	Pas de statut	Observatoire de l'économie informelle en RDC - Phase 2 : approfondissement et extension pour vérification de résultats de la première étude menée à Kinshasa vers deux autres provinces de la RDC dans lesquelles la CTB gère des programmes. Les provinces proposées sont : Kasai Oriental (Mbuji Mayi) et Kisangani (Tshopo)	Transferts variables
RDC1015311_CSUB_24_2020	Ministère du Plan/Direction des Infrastructures	Entité Publique	Actualisation de la cartographie des projets des Infrastructures économiques de base de la RDC (Phase de Kinshasa)	Transferts variables
RDC1015311_CSUB_025_2020	Facultés des sciences agronomiques Université de Kinshasa	Entité Publique	Evaluation des pertes post-récolte et proposition d'un plan de vulgarisation des bonnes pratiques post-récolte pour la réduction des pertes alimentaires chez les petits exploitants dans les zones à déficit vivrier dans les provinces de la Tshopo, Lomami et Kasai-Oriental	Transferts variables
RDC1015311_CSUB_26_2020	Service national de motorisation agricole (SENAMA)	Entité Publique	Enquête d'Evaluation du programme de mécanisation agricole en RDC	Transferts variables
RDC1015311-10018	Institut Supérieur du Commerce de Bandundu ville	Entité Publique	Analyse socioéconomique des stratégies de développement de l'entrepreneuriat féminin dans la filière	Transferts variables
RDC1015311-10019		Entité Publique		Transferts variables

	Département de l'Environnement -Faculté des Sciences /Université de Kinshasa		Valorisation des zingiberaceae. Cas de Aframomum div. Espèce (tondolo) et renealmia africana (Mondongo)	
RDC1015311-10020	Ministère de Genre, Famille et Enfant du Kwilu	Entité Publique	Evaluation de la prévalence des violences basées sur le genre dans les territoires de Bagata, Masimanimba et dans les agglomérations de Bandundu	Transferts variables
RDC1015311-10030	Direction Générale des Recettes du Kwilu	Entité Publique	Etudes stratégiques sur l'optimisation de l'action administrative de la Direction Générale de Recettes du Kwilu	Transferts variables
RDC1015311-10031	Ministère de l'Environnement et Développement Durable à travers la Direction d'Etudes et Planification	Entité Publique	Etude de faisabilité de mise en place d'une politique du secteur Environnemental en République Démocratique du Congo	Transferts variables
RDC1015311-10032	Agence Nationale d'ingénierie clinique de l'information et de l'informatique (ANICISS)	Entité Publique	Etude d'implémentation d'un système de gestion de l'information hospitalière conformément au Programme national du Développement de l'Informatique de santé (Hôpital pilote : HGR Saint-Joseph de Kinshasa)	Transferts variables
RDC1015311-10033	Unité de Gestion des Tourbières / Secrétariat Général de l'Environnement et développement durable	Entité Publique	Identification des menaces à l'intégrité des tourbières de la République Démocratique du Congo	Transferts variables
RDC1015311-10035	Institut de Recherche en Sciences de la santé / Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation technologique	Entité Publique	Etude sur l'analyse laboratoire chimique et biologique des plantes médicinales provenant de l'ancienne Province de l'Equateur et du Kasai-Oriental	Transferts variables

RDC1015311-10042	Université de Kinshasa/faculté des sciences agronomiques	Entité Publique	Etude d'impact environnemental et social des activités rizicoles dans les province de Tshopo, de la Mongala et du Maniema	Transferts variables
RDC1015311-10049	Université de Kinshasa/faculté des sciences agronomiques	Entité Publique	Etude des causes de pertes de qualité de l'offre en huile de palme chez les petits exploitants dans les provinces de la Tshopo, du Kasai Oriental et de la Mongala en vue de proposer un programme d'amélioration de la rentabilité de l'activité	Transferts variables

10.9 Accords spécifiques de coopération

N° Public Contract	Public contract title	Public contract type	Amount (estimated)	Amount euros (real)	Budget line(s) activity	Provider
RDC1015311-10001	Mise en place d'une autorité portuaire en RDC	Services	150.000	131.876		PORT OF ANTWERP INTERNATIONAL NV
RDC1015311-10038	Etude sur les déterminants sociaux de la malnutrition dans les provinces de Tshopo et Sud Ubunagi (Phase I)	Services	71.246	19.491	E040104	UNIVERSITE DE LIEGE
RDC1015311-10095	Etude sur les déterminants sociaux de la malnutrition dans les provinces de Tshopo et Sud Ubunagi (Phase II)	Services	55.000	51.755	E040104	UNIVERSITE DE LIEGE

10.10 Équipements

VEHICULES

N° INVENTAIRE	INTITULE/DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
Véh/2013/001	Jeep Daihatsu	Arno Sprl	28-01-13	Z_02_01			24.250,00	PEE	Bon Etat	Partenaire
Véh/2013/002	Jeep Daihatsu	Arno Sprl	28-01-13	B_01_03			24.250,00	PEE	Bon Etat	Partenaire
Véh/2023/001	Renault DUSTER 4X2	SADA MOTORS sas	18-01-23	E_010104			24.244,91	PEE	Bon Etat	Commandé et affecté pour l'expert fiscal
Véh/2023/002	Renault DUSTER 4X2	SADA MOTORS sas	18-01-23	E_070104			24.244,91	PEE	Bon Etat	Commandé et affecté pour l'experte en stratégie et politique de formation professionnelle

MOBILIERS

N° INVENTAIRE	INTITULE/DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
Mob/2012/010	Armoire métallique de 1,80 m	SAPRO	2012	Z_02_02			569,65	Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/012	Etagère rayonnage KAMY 1,20m x 0,90 x 0,32	SAPRO	2012	Z_02_02			335,37	Bureau ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/013	Etagère rayonnage ANJI A2 1,20m x 0,90 x 0,32	SAPRO	2012	Z_02_02			240,66	Bureau Assistante	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2014/018	Etagère avec 5 rayonnages	SAPRO	18-09-14	Z_02_02	236880			Bureau IM	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2015/019	Fauteuil de direction bureau ATI	MOZART	10-03-15	Z_02_02		535		Responsable National	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/038	Fauteuil pour pt salon	Mozart	11-10-21	Z_020200				Bureau IM	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/039	Fauteuil pour pt salon	Mozart	11-10-21	Z_020200				Bureau IM	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2015/021	Etagère rayonnage KAMY 1,80m x 0,90 x 0,32	SAPRO	29-09-15	Z_02_02	226540			Bureau IM	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2015/022	Etagère rayonnage KAMY 1,80m x 0,90 x 0,32	SAPRO	29-09-15	Z_02_02	226540			Bureau Formation	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2015/023	Tiroir mobile HMB 5155	UAC	5-11-16	Z_02_02		180		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2017/025	Fauteuil de bureau	UAC	11-09-17	Z_02_02		375		Bureau ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2019/026	Fauteuil de bureau	ORANGE	23-10-19	Z_030500		195		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/014	Table demi lune 140	SAPRO	2012	Z_02_02		96		Cafétéria	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2014/017	Table rectangulaire pieds métal	SAPRO	21-03-14	Z_02_02	196488,2			Cafétéria	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

Mob/2021/001	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/002	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/003	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/004	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/005	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/006	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/007	Table avec pied métallique	Mozar	19-02-21	Z_020200		235		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/001	Table de 1,60m x 80 x 75	Orange Computers	11-02-22	Z_020200		275		RAFI	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/002	Table de 1,60m x 80 x 75	Orange Computers	11-02-22	Z_020200		275		RAF	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/029	Table avec tiroir 1,20 m	ITCOM	12-10-21	Z_020200		200		Logistique PEE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/031	Table Circulaire	ITCOM	12-10-21	Z_020200		350		Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/034	Tableau Effaçable	ITCOM	12-10-21	Z_020200		175		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/035	Tableau Effaçable	ITCOM	12-10-21	Z_020200		175		Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/036	Petite table vitré	Mozar	11-10-21	Z_020200		90		Salon visiteur	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/023	Petite table de 60x60x75cm	Mozar	19-02-21	Z_020200		80		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/010	Table de 1,40m x 70 x 75	ITCOM	28-03-22	Z_020200		225		LOGISTIQUE PRECOB	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/011	Table de 1,40m x 70 x 75	ITCOM	28-03-22	Z_020200		225		FINANCE CV	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/012	Table de 1,40m x 70 x 75	ITCOM	28-03-22	Z_020200		225		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/013	Table de 1,40m x 70 x 75	ITCOM	28-03-22	Z_020200		225		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/007	Chaise visiteur	SAPRO	2012	Z_02_02			348,75	Bureau ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/008	Chaise visiteur	SAPRO	2012	Z_02_02				FINANCE CV	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2012/009	Chaise visiteur	SAPRO	2012	Z_02_02				Bureau ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/008	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/009	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/010	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/011	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/012	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/013	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/014	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/015	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

Mob/2021/016	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/017	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/018	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/019	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/020	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/021	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/022	Chaise fixe safari	Mozar	19-02-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/024	Chaise fixe safari	Mozar	11-10-21	Z_020200		135		Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/025	Chaise fixe safari	Mozar	11-10-21	Z_020200		135		Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/026	Chaise fixe safari	Mozar	11-10-21	Z_020200		135		Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/027	Chaise fixe safari	Mozar	11-10-21	Z_020200		135		Petite Salle de reunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/028	Chaise fixe safari	Mozar	11-10-21	Z_020200		135		Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/030	Chaise Bureau	ITCOM	12-10-21	Z_020200		200		RAFI	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/003	Chaise Bureau	Orange Computers	11-02-22	Z_020200		240		Cedrick NGANDU	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/004	Chaise Bureau	Orange Computers	11-02-22	Z_020200		240		Assistante adminFin	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/005	Chaise visiteur en acier de 3 places	Orange Computers	11-02-22	Z_020200		200		Couloir principal	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/006	Chaise Bureau	Orange Computers	28-03-22	Z_020200		190		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/007	Chaise Bureau	Orange Computers	28-03-22	Z_020200		190		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/008	Chaise Bureau	Orange Computers	28-03-22	Z_020200		190		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2022/009	Chaise Bureau	Orange Computers	28-03-22	Z_020200		190		Nouveau bureau	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/037	Canapé 3 places	Mozar	11-10-21	Z_020200		1500		Salon visiteur	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/032	Ecran de projection 200x200m	ITCOM	12-10-21	Z_020200				Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Mob/2021/033	Ecran de projection 200x200m	ITCOM	12-10-21	Z_020200				Petite Salle de réunion	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

DIVERS EQUIPEMENTS

N° INVENTAIRE	INTITULE/DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
Eq/2021/001	Frigo 279 Litres Quanta	Mozar	2021	Z_020200		445		Cafétéria	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Eq/2012/003	Machine destructeur papier	AMICOM	11-09-15	Z_02_02		95		ESPACE DE L'IMPRIMANTE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Eq/2021/003	Micro-onde	Mozar	2021	Z_020200		120		Cafétéria	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Eq/2021/004	Stabilisateur 5000 w	ITCOM	2021	Z_020200		100		Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Eq/2021/005	Lampe de Bureau	ETS KIS NEW CONSTRUCT	18-10-21	Z_030500		55		Bureau RAFI	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Eq/2021/006	Lampe de Bureau	ETS KIS NEW CONSTRUCT	18-10-21	Z_030500		55		Bureau IM	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

PETIT MATERIEL INFO

N° INVENTAIRE	INTITULE/DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
In/2019/023	Disque dur Externe 1TB	IT-COM	2-10-19	Z_030500		80		Bureau Assistante Administrative	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2019/026	Etiqueteuse DYMO	Ets FRUIT DE L'ESPRIT	26-06-19	Z_030500		80		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2019/027	Calculatrice CJTJJZEN	OPS	2-10-19	Z_030500		5		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2020/029	Rallonge de 25 mètres	PAPETRIE ALI	19-08-20	Z_030500		35		FINANCE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2020/030	Rallonge de 25 mètres	PAPETRIE ALI	19-08-20	Z_030500		35		FINANCE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/03	Multiprise Simple MERCURY	IT-COM	12-10-21	Z_02_02		20		BUREAU RAFI	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/04	Multiprise Simple MERCURY	IT-COM	12-10-21	Z_02_02		20		SALLE DE REUNION	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/09	Clavier AZERTY avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		10		LOGISTIQUE/MOISE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/10	Clavier AZERTY avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		10		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/11	Clavier AZERTY avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		10		Gestionnaire de subsides	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

inf/2021/012	Clavier AZERTY avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		10		LOGISTIQUE/SAM UEL	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/013	Clavier AZERTY avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		10		Comptable CV	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/001	Clavier AZERTY avec fil	IT-COM	5-05-22	Z_020300		20		Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/002	Clavier AZERTY avec fil	IT-COM	5-05-22	Z_020300		20		RAFI	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/01	Souris sans fil Lenovo		7-04-21	Z_030500		23		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/06	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		Gestionnaire des Formation ESTHER	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/014	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/015	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		LOGISTIQUE Armoire	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/003	Souris Logitech avec fil	IT-COM	5-05-22	Z_020300		10		Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/004	Souris Logitech avec fil	IT-COM	5-05-22	Z_020300		10		Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2021/018	Routeur Africell	Africell	11-04-22	Z_020300		50		Logistique	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/005	Routeur vodacom	Vodacom	13-07-20	Z_020300		50		FINANCE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
inf/2022/006	Routeur vodacom	Vodacom	13-07-22	Z_020300		50		KATRIEN SPRUYT	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

MATERIEL INFORMATIQUE

N° INVENTAIRE	INTITULE/DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
In/2012/023	Imprimante Laserjet P1102	USCT	2012	Z_02_03			143,96	FINANCE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2015/023	Imprimante Laser HP1102	AMICOM	2-03-16	Z_02_02	120900	130	102,28	LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Inf/2021/019	Imprimante HP ColorJet MFP179fnw	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/002	imprimante HP Color LaserJet Pro MFP283fdw	IT-COM	18-02-22	Z_020300		650		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/008	imprimante HP Color LaserJet Pro MFP479dw	IT-COM	2022	Z_020300		1040		KATRIEN SPRUYT	Bon Etat	Partenaire
In/2019/018	Laptop Dell P59N1AG (Windows 10)	Contrat Cadre	23-05-19	Z_02_03		0	857,74	Bureau RN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2019/019	Laptop Dell P5RIU05 (Windows 10)	Contrat Cadre	23-05-19	Z_02_03		0		Bureau ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2019/020	Laptop HP ProBook 450 G5(Windows 10)	IT-COM	30-07-19	Z_020300		980		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
In/2019/021	Laptop HP ProBook 450 G5(Windows 10)	IT-COM	16-08-19	Z_020300		980		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille

Inf/2021/002	Laptop HP15-da283nia i5	IT-COM	20-02-21	Z_020300		795		LOGISTIQUE	Hors Service	A déclasser
inf/2021/003	Laptop HP15-da283nia i5	IT-COM	20-02-21	Z_020300		795		LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/003	Laptop LENOVO	IT-COM	5-05-22	Z_020300		1050		LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/004	Laptop LENOVO	IT-COM	5-05-22	Z_020300		1050		LUC GEYSELS	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/007	Laptop LENOVO	IT-COM	2022	Z_020300		1050		LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/009	Laptop HP	IT-COM	2022	Z_020300		1050		LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
In/2019/029	Rétroprojecteur ACER	BUROTOP IRIS	31-10-19	Z_020300		479		LOGISTIQUE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Inf/2019/031	Téléphone Samsung GTC3312	ARDANA COM	23-10-19	Z_030400		60		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Inf/2019/039	Téléphone	SAGIR SARL	26-06-19	Z_030500		120		ATN	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Inf/2022/001	Téléphone infinix	Mson SUBLIME PHONE	2-02-22	Z_030500		120		LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Nouveau Portefeuille
Inf/2021/001	Ecran HP 27"	IT-COM	4-02-21	Z_030500		330		ATN/PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/004	Ecran HP 27"	IT-COM	20-10-21	Z_030500		300		Bureau Assistante administrative et financière	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/005	Ecran HP 27"	IT-COM	20-10-21	Z_030500		300		Gestionnaire CSUB	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/006	Ecran HP 27"	IT-COM	20-10-21	Z_030500		300		Comptable vérificatrice	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/007	Ecran HP 27"	IT-COM	20-10-21	Z_030500		300		LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/020	Ecran HP 27"	IT-COM	7-12-21	Z_020300		300		GESTIONNAIRE NATIONAL PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/021	Ecran HP 27"	IT-COM	7-12-21	Z_020300		300		Suivi Evaluation	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/022	Ecran HP 27"	IT-COM	7-12-21	Z_020300		300		Bureau CEDRICK	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/005	Ecran HP 27"	IT-COM	5-05-22	Z_020300		300		KATRIEN SPRUYT	Bon Etat	Partenaire
Inf/2022/006	Ecran HP 27"	IT-COM	5-05-22	Z_020300		300		LOGISTIQUE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/009	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/010	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/011	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/012	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/013	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire

Inf/2021/014	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/015	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire
Inf/2021/016	Tablette samsung	Via CSUB SENAMA	2021	E_030104				LOGISTIQUE PEE	Bon Etat	Partenaire

MATERIEL DECLASSE

N° INVENTAIRE	INTITULE / DESCRIPTION	FOURNISSEUR	Date de facture	CODE BUDGETAIRE	COÛT			LOCALISATION	STATUT	Proposition d'affectation
					CDF	USD	EURO			
Mob/2012/001	Tiroir mobile HMB 5155	SAPRO	2012	Z_02_02			685	Responsable National PRECOB	Mauvais Etat	pas applicable
Mob/2012/003	Retour-caisson F813A	SAPRO	2012	Z_02_02				Bureau FRANCISCA	Mauvais Etat	pas applicable
Mob/2012/004	Retour-caisson F813A	SAPRO	2012	Z_02_02				Bureau CLEMENT	Mauvais Etat	pas applicable
In/2013/012	Imprimante Laserjet Pro CM 1415	AMICOM	5-11-13	Z_02_03		925		Bureau Logistique	Mauvais Etat	pas applicable
In/2015/016	Laptop HP 15Ci7 pour assistante adm.	IT-COM	16-07-15	Z_02_03	1845220			Bureau assistante	Mauvais Etat	pas applicable
In/2019/024	Souris optique sans fil Weib	OPS	2-10-19	Z_030500		6		LOGISTIQUE	Mauvais Etat	pas applicable
In/2019/025	Souris optique sans fil Weib	OPS	2-10-19	Z_030500		6		LOGISTIQUE	Mauvais Etat	pas applicable
In/2019/028	Calculatrice CJTJJZEN	OPS	2-10-19	Z_030500		5		Comptable vérificateur	Mauvais Etat	pas applicable
inf/2021/02	Souris sans fil Lenovo		7-04-21	Z_030500		23		Bureau suivi évaluation	Mauvais Etat	pas applicable
inf/2021/05	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		Bureau Assistante administrative et financière	Mauvais Etat	pas applicable
inf/2021/07	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		ATN/PEE	Mauvais Etat	pas applicable
inf/2021/08	Souris HP avec fil	PAPETRIE ALI	2-11-21	Z_020300		8		LOGISTIQUE	Mauvais Etat	pas applicable
Eq/2021/002	Fontaine d'eau	Mozar		Z_020200		160		Cafétéria	Mauvais Etat	pas applicable
In/2015/024	Imprimante Laser HP1102	AMICOM	3-11-16	Z_02_03		150		Bureau ATN	Mauvais Etat	pas applicable
In/2019/022	Imprimante HP Color Laserjet Pro MFP M477fdw	IT-COM	16-08-19	Z_020300		635		Bureau Assistante administrative et financière	Mauvais Etat	pas applicable
Inf/2021/017	Tablette samsung							LOGISTIQUE PEE	Mauvais Etat	pas applicable
Inf/2021/018	Tablette samsung							LOGISTIQUE PEE	Mauvais Etat	pas applicable
In/2015/017	Laptop HP 15Ci7 pour RN			Z_02_03				LOGISTIQUE	Mauvais Etat	pas applicable

10.11 Budget